

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1659

22 juillet 2011

SOMMAIRE

3i Cares Holdings S.A.	79605	CA EBC Investments S.à r.l.	79587
Advanced Capital Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	79615	Carlson Fund Management Company S.A.	79604
A Klosen	79615	Cave Participations S.A.	79589
Albert M. Baer Beauty Consulting & Coac- hing S.à r.l.	79615	Cave S.A. S.P.F.	79587
AltaLux Spain S.à r.l.	79615	CB S.A.	79590
Alvogen ServiceCo S.à r.l.	79615	Cécile S.A.	79590
Alvogen ServiceCo S.à r.l.	79616	Challenge S.à r.l.	79588
Amorim Investments V S.A.	79616	Climatherme S.A.	79590
Anegada S.A.	79605	C&L (Lux 2) S.à r.l.	79587
Annadale Holdings S.à r.l.	79616	CLS Summit Alternative Fund	79604
Antonio Pulcini Group S.A.	79616	C.Mex & Co. S.A.	79589
Antonio Pulcini Group S.A.	79617	Compagnie Luxembourgeoise de Pension	79603
Arada Luxembourg S.A.	79630	Compta Services & Partners S.à r.l.	79590
Architecture & Urbanisme 21, Worré & Schiltz	79617	DIAC Holdings Sàrl	79590
Argos Funds	79617	Duferco Logistic S.A.	79618
Arkai Domiciliation S.à r.l.	79617	MFR Castel Romano Land S.à r.l.	79632
Armatures S.A.	79629	Russian Technologies S.A.	79605
Armatures S.A.	79630	Russian Technologies S.A.	79604
ART-D	79630	SFP	79614
Associés du Progrès IV S. à r.l.	79630	Symfo International S.A.	79631
Associés du Progrès IV S. à r.l.	79617	Tanzanite S.à r.l.	79632
Astoben S.A.	79630	TDL, Luxembourg Branch	79591
ASW	79630	Team Consult	79631
Aurelia Capital Holding S.A.	79631	T.H. S.A.	79632
Badajoz S.A.	79589	Transferon License & Finance S.A.H.	79605
BCC Chariot S.à r.l.	79588	Tronox (Luxembourg) Holding S.à r.l. ...	79631
Beckerich Préformes S.A.	79586	T. Rowe Price (Luxembourg) Management Sàrl	79631
Belair Assets SA	79586	Valartis German Residential Health Care	79632
Belair Assets SA	79586	Warelux S.à r.l.	79605
BEL Financial Services S.à r.l.	79588	Wilton Holding S.A.	79604
Bergasa Holding S.A.	79586		
Botulie Invest S.A., SPF	79588		
BP Investments S.à r.l.	79589		

Beckerich Préformes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 8, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.691.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011072689/14.

(110081139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Belair Assets SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 72.692.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011072691/14.

(110081137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Belair Assets SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 72.692.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011072692/14.

(110081138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Bergasa Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.590.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *BERGASA HOLDING S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011072693/11.

(110080649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

C&L (Lux 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 284.325,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.488.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 20 mai 2011

En date du 20 mai 2011, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Jan Willem OVERHEUL et Madame Alexandre PETITJEAN, gérants de la Société, avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Michel ROSENBERG, né le 28 octobre 1951 à Boulogne-Billancourt, France et demeurant au 186-188, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en tant que gérant unique de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Signature

UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2011072704/19.

(110081028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Cave S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 12, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 95.991.

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 mai 2011 que Messieurs Ivan Robert J. NYSSSEN, demeurant à 2, avenue des Sorbiers, B-1640 Rhode-Saint-Genèse et James David HUTCHISON, demeurant à 37 Links Road, Epsom, Surrey KT17 3PP, UK, ont été nommés administrateurs.

Les mandats de Monsieur Marian WALECKI, administrateur, demeurant à 4, Clos Henri Vaes, B-1950 Kraainem et Monsieur Vezio DI PASSIO, administrateur, demeurant à 15, Broederspad, B-3550 Zolder, ont été prolongés.

Le mandat de Monsieur Marian WALECKI, administrateur-délégué, a été prolongé.

Tous ces mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l' année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Fiduciaire Comptable B+C S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011072706/18.

(110080648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

CA EBC Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 28.750,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 116.251.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 20 mai 2011

L'associé unique de la Société a décidé:

1. D'accepter la démission de Mlle. Carmen IONESCU en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat.
2. De nommer Mme. Marie-Catherine BRUNNER, née le 23 septembre 1977 à Sarrebourg, France, ayant son adresse professionnelle au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, comme nouveau gérant de classe B pour une durée indéterminée, avec effet immédiat

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2011072718/16.

(110080963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

BCC Chariot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.105.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 mai 2011

- La démission de Monsieur Alan BOTFIELD de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet au 20 Mai 2011.

- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet rétroactif au 20 Mai 2011:

* Monsieur Michel VAN KRIMPEN née le 19 février 1968 à Rotterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Luxembourg, le 25 Mai 2011.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2011072688/18.

(110081102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

BEL Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 36.000,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 154.612.

Les Comptes Annuels du 22 juillet au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2011.

Pour la Société

Référence de publication: 2011072690/12.

(110080751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Botulie Invest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 149.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BOTULIE INVEST S.A., SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011072697/12.

(110080989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Challenge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 67, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 116.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

Mandataire

Référence de publication: 2011072732/11.

(110081155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

BP Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.462.

Par résolutions signées en date du 5 mai 2011 l'associé unique a pris la décision d'accepter la démission de Karl Frey, avec adresse au 591, West Putnam Avenue, CT 06830 Greenwich, Etats-Unis, de son mandat de Gérant, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mai 2011.

Référence de publication: 2011072698/13.

(110080577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

C.Mex & Co. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 58.769.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2011 que, Madame Anna Magdalena LAVALLE, née le 18 novembre 1939 à Eupen (Belgique), réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 43, Boulevard Joseph II, a été nommée commissaire aux comptes, pour terminer le mandat de Monsieur Pierre Schmit, démissionnaire.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2011072702/15.

(110080764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Cave Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 12, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 99.241.

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 mai 2011 que Monsieur Ivan Robert J. NYSSSEN, demeurant à 2, avenue des Sorbiers, B-1640 Rhode-Saint-Genèse, a été nommé administrateur.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2013.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Fiduciaire comptable B+C s.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011072707/13.

(110080831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Badajoz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 87.230.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2011.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2011072686/12.

(110080758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

CB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.266.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011072725/10.

(110081097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Cécile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, um Klaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 115.341.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2011072727/10.

(110080971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Climatherme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 83.437.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/05/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2011072733/12.

(110080952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

Compta Services & Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seylerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 104.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011072738/10.

(110081147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

DIAC Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.452.100,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.911.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2011.

Référence de publication: 2011072754/11.

(110080910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2011.

TDL, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.551.

**Section 1.
Interpretation**

1.01. Definitions. In the by-laws of the Corporation, unless the context otherwise requires:

"Act" means the Business Corporations Act (Alberta), or any statute that may be substituted therefor, as from time to time amended;

"appoint" includes "elect" and vice versa;

"articles" means the articles attached to the Certificate of Incorporation of the Corporation as from time to time amended or restated;

"board" means the board of directors of the Corporation;

"by-laws" means this by-law and all other by-laws of the Corporation from time to time in force and effect;

"cheque" includes a draft;

"Corporation" means the corporation incorporated under the Act by the said certificate to which the articles are attached and named "TDL LUXEMBOURG LTD.";

"meeting of shareholders" includes an annual meeting of shareholders and a special meeting of shareholders;

"recorded address" has the meaning set forth in section 11.08;

"Regulations" means the Regulations under the Act as published or from time to time amended and every regulation that may be substituted therefor and, in the case of such substitution, any references in the by-laws of the Corporation to provisions of the Regulations shall be read as references to the substituted provisions therefor in the new regulations; and

"special meeting of shareholders" includes a meeting of any class or classes of shareholders and a special meeting of all shareholders entitled to vote at an annual meeting of shareholders.

Except as defined above, words and expressions defined in the Act and the Regulations, including "resident Canadian" and "unanimous shareholder agreement", have the same meanings when used herein. Words importing the singular number include the plural and vice versa; words importing gender include the masculine, feminine and neuter genders; and words importing a person include an individual, partnership, association, body corporate, trustee, executor, administrator and legal representative.

**Section 2.
Business of the corporation**

2.01. Registered Office. The registered office of the Corporation shall be at the place within the Province of Alberta as is specified in the notice thereof filed with the articles and thereafter as the board may from time to time determine.

2.02. Corporate Seal. The Corporation may have one or more different corporate seals, which seals may be adopted or changed from time to time by the board.

2.03. Financial Year. The financial year of the Corporation shall end on such date as may be determined by the directors from time to time.

2.04. Execution of Instruments. Deeds, transfers, assignments, contracts, obligations, certificates and other instruments may be signed on behalf of the Corporation by two persons, one of whom holds the office of chairman of the board, managing director, president, vice-president or director and the other of whom holds one of the said offices or the office of secretary, treasurer, assistant secretary or assistant treasurer or any other office created by by-law or by the board. In addition, the board or the said two persons may from time to time direct the manner in which and the person or persons by whom any particular instrument or class of instruments may or shall be signed. Any signing officer may affix the corporate seal to any instrument requiring the same.

2.05. Banking Arrangements. The banking business of the Corporation including, without limitation, the borrowing of money and the giving of security therefor, shall be transacted with such banks, trust companies or other bodies corporate or organizations as may from time to time be designated by or under the authority of the board. Such banking business or any part thereof shall be transacted under such agreements, instructions and delegations of powers as the board may from time to time prescribe.

2.06. Voting Rights in Other Bodies Corporate. The signing officers of the Corporation under section 2.04 may execute and deliver proxies and arrange for the issuance of voting certificates or other evidence of the right to exercise the voting rights attaching to any securities held by the Corporation. Such instruments shall be in favour of such persons as may be determined by the officers executing or arranging for them. In addition, the board may from time to time direct the manner in which and the persons by whom any particular voting rights or class of voting rights may or shall be exercised.

2.07. Divisions. The board may cause the business and operations of the Corporation or any part thereof to be divided into one or more divisions upon a basis, including without limitation types of business or operations, geographical territories, product lines or goods or services, as may be considered appropriate in each case. In connection with any such division the board or, subject to any direction by the board, the chief executive officer, may authorize from time to time, upon such basis as may be considered appropriate in each case:

(a) Subdivision and Consolidation - the further division of the business and operations of any division into sub-units and the consolidation of the business and operations of any divisions and sub-units;

(b) Name - the designation of any division or sub-unit by, and the carrying on of the business and operations of any division or sub-unit under, a name other than the name of the Corporation; provided that the Corporation shall set out its name in legible characters in all places required by law; and

(c) Officers - the appointment of officers for any division or sub-unit, the determination of their powers and duties, and the removal of any officers so appointed, provided that any such officers shall not by reason of their being officers of a division or sub-unit, be officers of the Corporation.

Section 3. Borrowing and Security

3.01. Borrowing Power. Without limiting the borrowing powers of the Corporation as set forth in the Act, but subject to the articles and any unanimous shareholder agreement, the board may from time to time on behalf of the Corporation, without authorization of the shareholders:

(a) borrow money upon the credit of the Corporation;

(b) issue, reissue, sell or pledge bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness or guarantee of the Corporation, whether secured or unsecured;

(c) to the extent permitted by the Act, give a guarantee on behalf of the Corporation to secure performance of any present or future indebtedness, liability or obligation of any person; and

(d) mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any currently owned or subsequently acquired real or personal, movable or immovable, property of the Corporation including book debts, rights, powers, franchises and undertakings, to secure any such bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness or guarantee or any other present or future indebtedness, liability or obligation of the Corporation.

Nothing in this section limits or restricts the borrowing of money by the Corporation on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Corporation.

3.02. Delegation. The board may from time to time delegate to a committee of the board, a director or an officer of the Corporation or any other person as may be designated by the board all or any of the powers conferred on the board by section 3.01 or by the Act to such extent and in such manner as the board may determine at the time of such delegation.

Section 4. Directors

4.01. Number of Directors. Until changed in accordance with the Act, the board shall consist of not fewer than the minimum number and not more than the maximum number of directors provided in the articles.

4.02. Qualification. No person shall be qualified for election as a director if he is less than 18 years of age; if he is a dependent adult as defined in the Dependent Adults Act (Alberta) or is the subject of a certificate of incapacity under that Act, is a formal patient as defined in The Mental Health Act (Alberta), is the subject of an order under The Mentally Incapacitated Persons Act (Alberta) appointing a committee of his person or estate or both, or has been found to be a person of unsound mind by a court in Alberta or elsewhere; if he is not an individual; or if he has the status of a bankrupt. A director need not be a shareholder. At least one-quarter (1/4) of the directors shall be resident Canadians, or if the number of directors is fewer than four, at least one director shall be a resident Canadian

4.03. Election and Term. The election of directors shall take place at each annual meeting of shareholders and all the directors then in office shall retire but, if qualified, shall be eligible for re-election. The number of directors to be elected at any such meeting shall be the number of directors then in office unless the directors otherwise determine. Where the shareholders adopt an amendment to the articles to increase the number or minimum number of directors, the shareholders may, at the meeting at which they adopt the amendment, elect the additional number of directors authorized by the amendment. The election shall be by resolution. If an election of directors is not held at the proper time, the incumbent directors shall continue in office until their successors are elected.

4.04. Removal of Directors. Subject to the Act or a unanimous shareholders agreement, the shareholders may by resolution passed at a meeting of shareholders specially called for such purpose remove any director from office and the vacancy created by such removal may be filled at the same meeting, failing which it may be filled by the board.

4.05. Vacation of Office. A director ceases to hold office when he dies; he is removed from office by the shareholders; he ceases to be qualified for election as a director; or his written resignation is sent or delivered to the Corporation, or, if a time is specified in such resignation, at the time so specified, whichever is later.

4.06. Vacancies. Subject to the Act, a quorum of the board may appoint a qualified individual to fill a vacancy in the board.

4.07. Action by the Board. Subject to any unanimous shareholder agreement, the board shall manage the business and affairs of the Corporation. The powers of the board may be exercised at a meeting (subject to sections 4.08 and 4.09) at which a quorum is present or by resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of the board. Where there is a vacancy in the board, the remaining directors may exercise all the powers of the board so long as a quorum remains in office.

4.08. Canadians Directors Present at Meetings. Subject to the Act, the board shall not transact business at a meeting, other than filling a vacancy in the board, unless at least one-quarter (1/4) of the directors present are resident Canadians, or if the Corporation has fewer than four directors, at least one of the directors present is a resident Canadian, except where

(a) a resident Canadian director who is unable to be present approves in writing or by electronic, telephone or other communications facilities the business transacted at the meeting; and

(b) the number of resident Canadian directors present at the meeting, together with any resident Canadian director who gives his approval under clause (a), totals at least one-quarter (1/4) of the directors present at the meeting.

4.09. Meeting by Telephone. A director may participate in a meeting of the board or of a committee of the board by means of electronic, telephone or other communications facilities as permit all persons participating in the meeting to hear each other, and a director participating in such a meeting by such means is deemed to be present at the meeting.

4.10. Place of Meetings. Meetings of the board may be held at any place in or outside Alberta.

4.11. Calling of Meetings. Meetings of the board shall be held from time to time at such time and at such place as the board, the chairman of the board, the managing director, the president or any two directors may determine.

4.12. Notice of Meeting. Notice of the time and place of each meeting of the board shall be given in the manner provided in Section Eleven to each director not less than 48 hours before the time when the meeting is to be held. A notice of a meeting of directors need not specify the purpose of or the business to be transacted at the meeting except where the Act requires such purpose or business to be specified, including, if required by the Act, any proposal to:

- (a) submit to the shareholders any question or matter requiring approval of the shareholders;
- (b) fill a vacancy among the directors or in the office of auditor;
- (c) issue securities, except in the manner and on the terms authorized by the directors;
- (d) declare dividends;
- (e) purchase, redeem or otherwise acquire shares issued by the Corporation, except in the manner and on the terms authorized by the directors;
- (f) pay a commission for the sale of shares;
- (g) approve a management proxy circular;
- (h) approve any annual financial statements; or
- (i) adopt, amend or repeal by-laws.

4.13. First Meeting of New Board. Provided a quorum of directors is present, each newly elected board may without notice hold its first meeting immediately following the meeting of shareholders at which such board is elected.

4.14. Adjourned Meeting. Notice of an adjourned meeting of the board is not required if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting.

4.15. Regular Meetings. The board may appoint a day or days in any month or months for regular meetings of the board at a place and hour to be named. A copy of any resolution of the board fixing the place and time of such regular meetings shall be sent to each director forthwith after being passed, but no other notice shall be required for any such regular meeting except where the Act requires the purpose thereof or the business to be transacted thereat to be specified.

4.16. Chairman. The chairman of any meeting of the board shall be the first mentioned of such of the following officers as have been appointed and who is a director and is present at the meeting: chairman of the board, managing director or president. If no such officer is present, the directors present shall choose one of their number to be chairman.

4.17. Quorum. Subject to section 4.08, the quorum for the transaction of business at any meeting of the board shall be a majority of directors or such greater number of directors as the board may from time to time determine. Where the Corporation has a board consisting of only one director, that director may constitute a meeting.

4.18. Votes to Govern. At all meetings of the board every question shall be decided by a majority of the votes cast on the question. In case of an equality of votes the chairman of the meeting shall not be entitled to a second or casting vote.

4.19. Conflict of Interest. A director who is a party to, or who is a director or officer of or has a material interest in any person who is a party to, a material contract or material transaction or proposed material contract or proposed

material transaction with the Corporation shall disclose the nature and extent of his interest at the time and in the manner provided by the Act. Any such contract or transaction or proposed contract or transaction shall be referred to the board or shareholders for approval even if such contract is one that in the ordinary course of the Corporation's business would not require approval by the board or shareholders. Such a director shall not vote on any resolution to approve any such contract or transaction or proposed contract or transaction except as permitted by the Act.

4.20. Remuneration and Expenses. Subject to any unanimous shareholder agreement, the directors shall be paid such remuneration for their services as the board may from time to time determine. The directors shall also be entitled to be reimbursed for travelling and other expenses properly incurred by them in attending meetings of the board or any committee thereof. Nothing herein contained shall preclude any director from serving the Corporation in any other capacity and receiving remuneration therefor.

Section 5. Committees

5.01. Committees of the Board. The board may appoint one or more committees of the board, however designated, and delegate to any such committee any of the powers of the board except those which pertain to items which, under the Act, a committee of the board has no authority to exercise. At least half of the members of any such committee shall be resident Canadians.

5.02. Transaction of Business. The powers of a committee of the board may be exercised by a meeting at which a quorum is present or by resolution in writing signed by all members of such committee who would have been entitled to vote on that resolution at a meeting of the committee. Meetings of such committee may be held at any place in or outside Canada.

5.03. Advisory Bodies. The board may from time to time appoint such advisory bodies as it may deem advisable.

5.04. Procedure. Unless otherwise determined by the board, each committee and advisory body shall have power to fix its quorum at not less than a majority of its members, to elect its chairman and to regulate its procedure.

Section 6. Officers

6.01. Appointment. Subject to any unanimous shareholder agreement, the board may from time to time appoint a president, one or more vice-presidents (to which title may be added words indicating seniority or function), a secretary, a treasurer and such other officers as the board may determine, including one or more assistants to any of the officers so appointed. One person may hold more than one office. The board may specify the duties of and, in accordance with this by-law and subject to the Act, delegate to such officers powers to manage the business and affairs of the Corporation. Subject to sections 6.02 and 6.03, an officer may but need not be a director.

6.02. Chairman of the Board. The board may from time to time also appoint a chairman of the board who shall be a director. If appointed, the board may assign to him any of the powers and duties that are by any provisions of this by-law assigned to the managing director or to the president; and he shall have such other powers and duties as the board may specify.

6.03. Managing Director. The board may from time to time also appoint a managing director who shall be a resident Canadian and a director. If appointed, he shall be the chief executive officer and, subject to the authority of the board, shall have general supervision of the business and affairs of the Corporation; and he shall have such other powers and duties as the board may specify. During the absence or disability of the president, or if no president has been appointed, the managing director shall also have the powers and duties of that office.

6.04. President. The president shall be the chief operating officer and, subject to the authority of the board, shall have general supervision of the business of the Corporation; and he shall have such other powers and duties as the board may specify. During the absence or disability of the managing director, or if no managing director has been appointed, the president shall also have the powers and duties of that office.

6.05. Secretary. The secretary shall attend and be the secretary of all meetings of the board, shareholders and committees of the board and shall enter or cause to be entered in records kept for that purpose minutes of all proceedings thereat; he shall give or cause to be given, as and when instructed, all notices to shareholders, directors, officers, auditors and members of committees of the board; he shall be the custodian of the stamp or mechanical device generally used for affixing the corporate seal of the Corporation and of all books, records and instruments belonging to the Corporation, except when some other officer or agent has been appointed for that purpose; and he shall have such other powers and duties as otherwise may be specified.

6.06. Treasurer. The treasurer shall keep proper accounting records in compliance with the Act and shall be responsible for the deposit of money, the safekeeping of securities and the disbursement of the funds of the Corporation; he shall render to the board whenever required an account of all his transactions as treasurer and of the financial position of the Corporation; and he shall have such other powers and duties as otherwise may be specified.

6.07. Powers and Duties of Officers. The powers and duties of all officers shall be such as the terms of their engagement call for or as the board or (except for those whose powers and duties are to be specified only by the board) the chief executive officer may specify. The board and (except as aforesaid) the chief executive officer may, from time to time and subject to the provisions of the Act, vary, add to or limit the powers and duties of any officer. Any of the powers and duties of an officer to whom an assistant has been appointed may be exercised and performed by such assistant, unless the board or the chief executive officer otherwise directs.

6.08. Term of Office. The board, in its discretion, may remove any officer of the Corporation. Otherwise each officer appointed by the board shall hold office until his successor is appointed or until his earlier resignation.

6.09. Agents and Attorneys. The Corporation, by or under the authority of the board, shall have power from time to time to appoint agents or attorneys for the Corporation in or outside Canada with such powers (including the power to subdelegate) of management, administration or otherwise as may be thought fit.

6.10. Conflict of Interest. An officer shall disclose his interest in any material contract or proposed material contract with the Corporation in accordance with section 4.19.

Section 7. Protection of directors, Officers and Others

7.01. Limitation of Liability. Every director and officer of the Corporation in exercising his powers and discharging his duties shall act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation and exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances. Subject to the foregoing, no director or officer shall be liable for the acts, receipts, neglects or defaults of any other director, officer or employee, or for joining in any receipt or other act for conformity, or for any loss, damage or expense happening to the Corporation through the insufficiency or deficiency of title to any property acquired for or on behalf of the Corporation, or for the insufficiency or deficiency of any security in or upon which any of the moneys of the Corporation shall be invested, or for any loss or damage arising from the bankruptcy, insolvency or tortious acts of any person with whom any of the moneys, securities or effects of the Corporation shall be deposited, or for any loss occasioned by any error of judgment or oversight on his part, or for any other loss, damage or misfortune which shall happen in the execution of the duties of his office or in relation thereto; provided that nothing herein shall relieve any director or officer from the duty to act in accordance with the Act and the regulations thereunder or from liability for any breach thereof.

7.02. Indemnity. Subject to the Act, the Corporation shall indemnify a director or officer, a former director or officer, or a person who acts or acted at the Corporation's request as a director or officer of a body corporate of which the Corporation is or was a shareholder or creditor, and his heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by him in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he is made a party by reason of being or having been a director or officer of the Corporation or such body corporate, if (a) he acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation; and (b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, he had reasonable grounds for believing that his conduct was lawful. The Corporation may also indemnify such person in such other circumstances as the Act or law permits. Nothing in this by-law shall limit the right of any person entitled to indemnity to claim indemnity apart from the provisions of this by-law.

Section 8. Shares

8.01. Allotment of Shares. Subject to the Act, the articles and any unanimous shareholder agreement, the board may from time to time allot or grant options to purchase the whole or any part of the authorized and unissued shares of the Corporation at such times and to such persons and for such consideration as the board shall determine, provided that no share shall be issued until it is fully paid as provided by the Act.

8.02. Commissions. The board may from time to time authorize the Corporation to pay a reasonable commission to any person in consideration of his purchasing or agreeing to purchase shares of the Corporation, whether from the Corporation or from any other person, or procuring or agreeing to procure purchasers for any such shares.

8.03. Registration of Transfers. Subject to the Act, no transfer of a share shall be registered in a securities register except upon presentation of the certificate representing such share with an endorsement which complies with the Act made thereon or delivered therewith duly executed by an appropriate person as provided by the Act, together with such reasonable assurance that the endorsement is genuine and effective as the board may from time to time prescribe, upon payment of all applicable taxes and any reasonable fees prescribed by the board, upon compliance with, such restrictions on transfer as are authorized by the articles and upon satisfaction of any lien referred to in section 8.09.

8.04. Non-recognition of Trusts. Subject to the Act, the Corporation may treat the registered holder of any share as the person exclusively entitled to vote, to receive notices, to receive any dividend or other payment in respect of the share, and otherwise to exercise all the rights and powers of an owner of the share.

8.05. Share Certificates. Every holder of one or more shares of the Corporation shall be entitled, at his option, to a share certificate, or to a non-transferable written certificate of acknowledgement of his right to obtain a share certificate, stating the number and class or series of shares held by him as shown on the securities register.

Such certificates shall be in such form as the board may from time to time approve. Any such certificate shall be signed in accordance with section 2.04 and need not be under the corporate seal.

8.06. Replacement of Share Certificates. The board or any officer or agent designated by the board may in its or his discretion direct the issue of a new share or other such certificate in lieu of and upon cancellation of a certificate that has been mutilated or in substitution for a certificate claimed to have been lost, destroyed or wrongfully taken on payment of such reasonable fee and on such terms as to indemnity, reimbursement of expenses and evidence of loss and of title as the board may from time to time prescribe, whether generally or in any particular case.

8.07. Joint Shareholders. If two or more persons are registered as joint holders of any share, the Corporation shall not be bound to issue more than one certificate in respect thereof, and delivery of such certificate to one of such persons shall be sufficient delivery to all of them. Any one of such persons may give effectual receipts for the certificate issued in respect thereof or for any dividend, bonus, return of capital or other money payable or warrant issuable in respect of such share.

8.08. Deceased Shareholders. In the event of the death of a holder, or of one of the joint holders, of any share, the Corporation shall not be required to make any entry in the securities register in respect thereof or to make any dividend or other payments in respect thereof except upon production of all such documents as may be required by law and upon compliance with the reasonable requirements of the Corporation and its transfer agents.

8.09. Lien for Indebtedness. If the articles provide that the Corporation shall have a lien on shares registered in the name of a shareholder indebted to the Corporation, such lien may be enforced, subject to the articles and to any unanimous shareholder agreement, by the sale of the shares thereby affected or by any other action, suit, remedy or proceeding authorized or permitted by law or by equity and, pending such enforcement, the Corporation may refuse to register a transfer of the whole or any part of such shares.

Section 9. Dividends and Rights

9.01. Dividends. Subject to the Act, the board may from time to time declare dividends payable to the shareholders according to their respective rights and interests in the Corporation. Dividends may be paid in money or property or by issuing fully paid shares of the Corporation. Any dividend unclaimed after a period of 6 years from the date on which the same has been declared to be payable shall be forfeited and shall revert to the Corporation.

9.02. Dividend Cheques. A dividend payable in money shall be paid by cheque to the order of each registered holder of shares of the class or series in respect of which it has been declared and mailed by prepaid ordinary mail to such registered holder at his recorded address, unless such holder otherwise directs. In the case of joint holders the cheque shall, unless such joint holders otherwise direct, be made payable to the order of all of such joint holders and mailed to them at their recorded address. The mailing of such cheque as aforesaid, unless the same is not paid on due presentation, shall satisfy and discharge the liability for the dividend to the extent of the sum represented thereby plus the amount of any tax which the Corporation is required to and does withhold. In the event of non-receipt of any dividend cheque by the person to whom it is sent as aforesaid, the Corporation shall issue to such person a replacement cheque for a like amount on such terms as to indemnity, reimbursement of expenses and evidence of non-receipt and of title as the board may from time to time prescribe, whether generally or in any particular case.

9.03. Record Date for Dividends and Rights. The board may fix in advance a date, preceding by not more than 50 days the date for the payment of any dividend or the date for the issue of any warrant or other evidence of the right to subscribe for securities of the Corporation, as a record date for the determination of the persons entitled to receive payment of such dividend or to exercise the right to subscribe for such securities, and notice of any such record date shall be given not less than 7 days before such record date in the manner provided by the Act. If no record date is so fixed, the record date for the determination of the persons entitled to receive payment of any dividend or to exercise the right to subscribe for securities of the Corporation shall be at the close of business on the day on which the resolution relating to such dividend or right to subscribe is passed by the board.

Section 10. Meetings of shareholders

10.01. Annual Meetings. The annual meeting of shareholders shall be held at such time in each year and, subject to section 10.03, at such place as the board, the chairman of the board, the managing director or the president may from time to time determine, for the purpose of considering the financial statements and reports required by the Act to be placed before the annual meeting, electing directors, appointing auditors and for the transaction of such other business as may properly be brought before the meeting.

10.02. Special Meetings. The board, the chairman of the board, the managing director or the president shall have power to call a special meeting of shareholders at any time.

10.03. Place of Meetings. Meetings of shareholders shall be held at the registered office of the Corporation or elsewhere in the municipality in which the registered office is situated or, if the board shall so determine, at some other place in Alberta or, if all the shareholders entitled to vote at the meeting so agree, at some place outside Alberta.

10.04. Meeting by Electronic Means. If the directors or the shareholders of a Corporation call a meeting of shareholders pursuant to the Act, the directors or shareholders, as the case may be, may determine that the meeting shall be held, in accordance with the Act, entirely by electronic means, telephone, or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

10.05. Participation in Meeting by Electronic Means. Any person entitled to attend a meeting of shareholders may participate in the meeting, in accordance with the Act, by electronic means, telephone, or other communication facility that permits all participants to hear or otherwise communicate adequately with each other during the meeting, if the Corporation makes available such a communication facility. A person participating in a meeting by such means is deemed for the purposes of the Act to be present at the meeting.

10.06. Notice of Meetings. Notice of the time and place of each meeting of shareholders shall be given in the manner provided in Section Eleven not less than 21 nor more than 50 days before the date of the meeting to each director, to the auditor, and to each shareholder who at the close of business on the record date for notice is entered in the securities register as the holder of one or more shares carrying the right to vote at the meeting. Notice of a meeting of shareholders called for any purpose other than consideration of the financial statements and auditor's report, election of directors and reappointment of the incumbent auditor shall state the nature of such business in sufficient detail to permit the shareholder to form a reasoned judgment thereon and shall state the text of any special resolution to be submitted to the meeting.

10.07. List of Shareholders Entitled to Notice. The Corporation shall prepare a list of shareholders entitled to receive notice of the meeting, arranged in alphabetical order and showing the number of shares held by each shareholder entitled to vote at the meeting. If a record date for the meeting is fixed pursuant to section 10.08, the shareholders listed shall be those registered at the close of business on such record date. If no record date is fixed, the shareholders listed shall be those registered at the close of business on the day immediately preceding the day on which notice of the meeting is given or, where no such notice is given, on the day on which the meeting is held. The list shall be available for examination by any shareholder during usual business hours at the records office of the Corporation or at the place where the central securities register is maintained and at the meeting for which the list was prepared. Where a separate list of shareholders has not been prepared, the names of persons appearing in the securities register at the requisite time as the holder of one or more shares carrying the right to vote at such meeting shall be deemed to be a list of shareholders.

10.08. Record Date for Notice. If no such record date is so fixed, the record date for the determination of the shareholders entitled to receive notice of the meeting shall be at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given or, if no notice is given, shall be the day on which the meeting is held.

10.09. Meetings Without Notice. A meeting of shareholders may be held without notice at any time and place permitted by the Act (a) if all the shareholders entitled to vote thereat are present in person or duly represented or if those not present or represented waive notice of or otherwise consent to such meeting being held, and (b) if the auditors and the directors are present or waive notice of or otherwise consent to such meeting being held, so long as such shareholders, auditors or directors present are not attending for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called. At such a meeting any business may be transacted which the Corporation at a meeting of shareholders may transact. If the meeting is held at a place outside Alberta, shareholders not present or duly represented, but who have waived notice of or otherwise consented to such meeting, shall also be deemed to have consented to the meeting being held at such place.

10.10. Chairman. Secretary and Scrutineers. The chairman of any meeting of shareholders shall be the first mentioned of such of the following officers as have been appointed and who is present at the meeting: managing director, president, chairman of the board, or a vice-president who is a shareholder. If no such officer is present within 15 minutes from the time fixed for holding the meeting, the persons present and entitled to vote shall choose one of their number to be chairman. If the secretary of the Corporation is absent, the chairman shall appoint some person, who need not be a shareholder, to act as secretary of the meeting. If desired, one or more scrutineers, who need not be shareholders, may be appointed by a resolution or by the chairman with the consent of the meeting.

10.11. Persons Entitled to be Present. The only persons entitled to be present at a meeting of shareholders shall be those entitled to vote thereat, the directors and auditor of the Corporation and others who, although not entitled to vote, are entitled or required under any provision of the Act or the articles or by-laws to be present at the meeting. Any other person may be admitted only on the invitation of the chairman of the meeting or with the consent of the meeting.

10.12. Quorum. Subject to the Act in respect of a sole shareholder, a quorum for the transaction of business at any meeting of shareholders shall be 2 persons, present in person, each being a shareholder entitled to vote thereat or a duly appointed proxyholder or representative for a shareholder so entitled. If a quorum is present at the opening of any

meeting of shareholders, the shareholders present or represented may proceed with the business of the meeting notwithstanding that a quorum is not present throughout the meeting. If a quorum is not present at the opening of any meeting of shareholders, the shareholders present or represented may adjourn the meeting to a fixed time and place but may not transact any other business.

10.13. Right to Vote. Every person named in the list referred to in section 10.07 shall be entitled to vote the shares shown thereon opposite his name at the meeting to which such list relates, except to the extent that (a) where the Corporation has fixed a record date in respect of such meeting, such person has transferred any of his shares after such record date or, where the Corporation has not fixed a record date in respect of such meeting, such person has transferred any of his shares after the date on which such list is prepared, and (b) the transferee, having produced properly endorsed certificates evidencing such shares or having otherwise established that he owns such shares, has demanded not later than 2 days before the meeting or any shorter period that the chairman of the meeting may permit that his name be included in such list. In any such excepted case the transferee shall be entitled to vote the transferred shares at such meeting.

10.14. Proxyholders and Representatives. Every shareholder entitled to vote at a meeting of shareholders may appoint a proxyholder and one or more alternate proxyholders, to attend and act as his representative at the meeting in the manner and to the extent authorized and with the authority conferred by the proxy. A proxy shall be in writing executed by the shareholder or his attorney and shall conform with the requirements of the Act. Alternatively, every such shareholder which is a body corporate or association may authorize by resolution of its directors or governing body an individual to represent it at a meeting of shareholders and such individual may exercise on the shareholder's behalf all the powers it could exercise if it were an individual shareholder. The authority of such an individual shall be established by depositing with the Corporation a certified copy of such resolution, or in such other manner as may be satisfactory to the secretary of the Corporation or the chairman of the meeting. Any such proxyholder or representative need not be a shareholder.

10.15. Time for Deposit of Proxies. The board may specify in a notice calling a meeting of shareholders a time, preceding the time of such meeting by not more than 48 hours, excluding Saturdays and holidays, before which time proxies to be used at such meeting must be deposited. A proxy shall be acted upon only if, prior to the time so specified, it shall have been deposited with the Corporation or an agent thereof specified in such notice or, if no such time having been specified in such notice, it has been received by the secretary of the Corporation or by the chairman of the meeting or any adjournment thereof prior to the time of voting.

10.16. Joint Shareholders. If two or more persons hold shares jointly, any one of them present in person or duly represented at a meeting of shareholders may, in the absence of the other or others, vote the shares; but if two or more of those persons are present in person or represented and vote, they shall vote as one the shares jointly held by them.

10.17. Votes to Govern. At any meeting of shareholders every question shall, unless otherwise required by the articles or by-laws or by law, be determined by a majority of the votes cast on the question. In case of an equality of votes either upon a show of hands or upon a poll, the chairman of the meeting shall not be entitled to a second or casting vote.

10.18. Show of Hands. Subject to the Act, any question at a meeting of shareholders shall be decided by a show of hands, unless a ballot thereon is required or demanded as hereinafter provided, and upon a show of hands every person who is present and entitled to vote shall have one vote. Whenever a vote by show of hands shall have been taken upon a question, unless a ballot thereon is so required or demanded, a declaration by the chairman of the meeting that the vote upon the question has been carried or carried by a particular majority or not carried and an entry to that effect in the minutes of the meeting shall be prima facie evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against any resolution or other proceeding in respect of the said question, and the result of the vote so taken shall be the decision of the shareholders upon the said question. Any vote referred to in this section 10.18 may be held, in accordance with the Act, partly or entirely by electronic means, telephone or other communication facility, if the Corporation makes available such a communication facility. Any person participating in a meeting of shareholders under sections 10.04 or 10.05 and entitled to vote at that meeting may vote by electronic means, telephone or other communication facility that the Corporation has made available for that purpose.

10.19. Ballots. On any question proposed for consideration at a meeting of shareholders, and whether or not a show of hands has been taken thereon, the chairman may require a ballot or any person who is present and entitled to vote on such question at the meeting may demand a ballot. A ballot so required or demanded shall be taken in such manner as the chairman shall direct. A requirement or demand for a ballot may be withdrawn at any time prior to the taking of the ballot. If a ballot is taken each person present shall be entitled, in respect of the shares which he is entitled to vote at the meeting upon the question, to that number of votes provided by the Act or the articles, and the result of the ballot so taken shall be the decision of the shareholders upon the said question.

10.20. Adjournment. The chairman at a meeting of shareholders may, with the consent of the meeting and subject to such conditions as the meeting may decide, adjourn the meeting from time to time and from place to place. If a meeting of shareholders is adjourned for less than 30 days, it shall not be necessary to give notice of the adjourned meeting, other than by announcement at the time of adjournment. Subject to the Act, if a meeting of shareholders is adjourned by one

or more adjournments for an aggregate of 30 days or more, notice of the adjourned meeting shall be given as for an original meeting.

10.21. Action in Writing by Shareholders. A resolution in writing signed by all the shareholders entitled to vote on that resolution at a meeting of shareholders is as valid as if it had been passed at a meeting of the shareholders.

10.22. Only One Shareholder. Where the Corporation has only one shareholder or only one holder of any class or series of shares, the shareholder present in person or duly represented constitutes a meeting.

Section 11. Notices

11.01. Method of Giving Notices. Any notice (which term includes any communication or document) to be given (which term includes sent, delivered or served) pursuant to the Act, the regulations thereunder, the articles, the by-laws or otherwise to a shareholder, director, officer, auditor or member of a committee of the board shall be sufficiently given if delivered personally to the person to whom it is to be given or if delivered to his recorded address or if mailed to him at his recorded address by prepaid ordinary or air mail or if sent to him at his recorded address by any means of prepaid transmitted or recorded communication or if sent to him by electronic means in accordance with the provisions of the Electronic Transactions Act (Alberta). A notice so delivered shall be deemed to have been given when it is delivered personally or to the recorded address as aforesaid; a notice so mailed shall be deemed to have been given when deposited in a post office or public letter box; and a notice so sent by any means of transmitted or recorded communication shall be deemed to have been given when dispatched or delivered to the appropriate communication company or agency or its representative for dispatch. The secretary may change or cause to be changed the recorded address of any shareholder, director, officer, auditor or member of a committee of the board in accordance with any information believed by him to be reliable.

11.02. Notice to Joint Shareholders. If two or more persons are registered as joint holders of any share, any notice may be addressed to all such joint holders, but notice addressed to one of such persons shall be sufficient notice to all of them.

11.03. Computation of Time. In computing the date when notice must be given under any provision requiring a specified number of days' notice of any meeting or other event, the day of giving the notice shall be excluded and the day of the meeting or other event shall be included, unless the computation of time is required by law to be performed differently.

11.04. Undelivered Notices. If any notice given to a shareholder pursuant to section 11.01 is returned on two consecutive occasions because he cannot be found, the Corporation shall not be required to give any further notices to such shareholder until he informs the Corporation in writing of his new address.

11.05. Omissions and Errors. The accidental omission to give any notice to any shareholder, director, officer, auditor or member of a committee of the board or the non-receipt of any notice by any such person or any error in any notice not affecting the substance thereof shall not invalidate any action taken at any meeting held pursuant to such notice or otherwise founded thereon.

11.06. Persons Entitled by Death or Operation of Law. Every person who, by operation of law, transfer, death of a shareholder or any other means whatsoever, shall become entitled to any share, shall be bound by every notice in respect of such share which shall have been duly given to the shareholder from whom he derives his title to such share prior to his name and address being entered on the securities register (whether such notice was given before or after the happening of the event upon which he became so entitled) and prior to his furnishing to the Corporation the proof of authority or evidence of his entitlement prescribed by the Act.

11.07. Waiver of Notice. Any shareholder, proxyholder or other person entitled to attend a meeting of shareholders, director, officer, auditor or member of a committee of the board may at any time waive any notice, or waive or abridge the time for any notice, required to be given to him under the Act, the regulations thereunder, the articles, the by-laws or otherwise, and such waiver or abridgement, whether given before or after the meeting or other event of which notice is required to be given, shall cure any default in the giving or in the time of such notice, as the case may be. Any such waiver or abridgement shall be in writing except a waiver of notice of a meeting of shareholders or of the board or a committee of the board which may be given in any manner.

11.08. Interpretation. In this by-law, "recorded address" means in the case of a shareholder his address as recorded in the securities register; and in the case of joint shareholders the address appearing in the securities register in respect of such joint holding or the first address so appearing if there are more than one; and in the case of a director, officer, auditor or member of a committee of the board, his latest address as recorded in the records of the Corporation.

Section 12. Effective date

12.01. Effective Date. This by-law shall come into force when made by the board in accordance with the Act.

The foregoing by-law was made by the directors of the Corporation on the 7th day of April, 2011, and was confirmed without variation by the shareholders of the Corporation on the 7th day of April, 2011.

LYLE C. WHITMARSH / BRENT J. CONWAY

DIRECTOR/ DIRECTOR

Alberta

BUSINESS CORPORATIONS ACT

CERTIFICATE OF INCORPORATION

TDL Luxembourg LTD. was incorporated in Alberta on 2011/04/07.

Certified Copy

Share structure: THE ANNEXED SCHEDULE "A" IS INCORPORATED INTO AND FORMS PART OF THIS FORM.

Share Transfers THE ANNEXED SCHEDULE "B" IS INCORPORATED INTO AND FORMS PART OF THIS FORM.
Restrictions: THIS FORM.

Number of Directors:

Min Number of Directors: 1

Max Number of Directors: 7

Business Restricted To: NONE.

Business Restricted From: NONE.

Other Provisions: THE ANNEXED SCHEDULE "C" IS INCORPORATED INTO AND FORMS PART OF THIS FORM.

Registration Authorized By: SCOTT W.N. CLARKE INCORPORATOR

Schedule "A"

ARTICLES OF INCORPORATION OF TDL LUXEMBOURG LTD. (THE "CORPORATION")

(share structure)

The Corporation is authorized to issue an unlimited number of Common Shares and an unlimited number of Preferred Shares. The rights, privileges and restrictions of the Common and Preferred Shares are as follows:

1. The rights of the holders of the Common Shares are equal in all. respects and include the following rights:

a) to vote at all meetings of shareholders of the Corporation, except meetings at which only holders of a specified class of shares are entitled to vote;

b) subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class or series of shares of the Corporation, to receive any dividend declared by the Corporation on the Common Shares; and

c) subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class or series of shares of the Corporation, to receive the remaining property of the Corporation upon dissolution.

2. a) The Preferred Shares may be issued from time -to time in one or more series with such rights, restrictions, privileges, conditions and designations attached thereto as shall be fixed from time to time before issuance by any resolution or resolutions providing for the issue of the shares of any series which may be passed by the board of directors of the Corporation and confirmed and declared by articles of amendment. Reference to one class or series of shares ranking on a parity with another class or series of shares shall mean ranking on a parity with respect to payment of dividends and distribution of assets in the event of liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation whether voluntary or involuntary to the extent of their respective rights in that connection.

b) The Preferred Shares of each series shall rank on a parity with the Preferred Shares of every other series, provided, however, that when in the case of any of such shares any cumulative dividends or amounts payable on a return of capital are not paid in full in accordance with their respective terms, the Preferred Shares of all series shall participate ratably in respect of such dividends (including all unpaid accumulated dividends which for such purpose shall be calculated as if the same were accruing up to the date of payment) in accordance with the sums which would be payable on said shares if all such dividends were declared and paid in full in accordance with their respective terms, and on any return of capital in accordance with the sums which would be payable on such return of capital if all sums so payable were paid in full in accordance with their respective terms, and provided further that in the event of there being insufficient assets to satisfy in full all such claims as aforesaid, the claims of the holders of the said shares with respect to return of capital shall first be paid and satisfied and any assets remaining thereafter shall be applied towards the payment and satisfaction of claims in respect of dividends as aforesaid.

c) The Preferred Shares shall be entitled to preference over the Common Shares of the Corporation and any other shares of the Corporation ranking junior to the said Preferred Shares with respect to payment of dividends and distribution of assets in the event of liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation, whether voluntary or involuntary, to

the extent fixed in the case of each respective series, and may also be given such other preferences over the Common Shares of the Corporation and any other shares of the Corporation ranking junior to the said Preferred Shares as may be fixed in the case of each such series:

Schedule "B"

The right to transfer shares of the Corporation is restricted in that no shareholder shall be entitled to transfer any share or shares in the capital of the Corporation unless the transfer has been approved by the directors of the Corporation, such approval to be signified by a resolution of the Board of Directors of the Corporation.

Schedule "C"

1. The number of shareholders of the Corporation, exclusive of persons who are in its employment and are shareholders of the Corporation and exclusive of persons who, having been formerly in the employment of the Corporation, were, while in that employment, shareholders of the Corporation, and have continued to be shareholders of the Corporation after termination of that employment, is limited to not more than fifty persons, two or more persons who are the joint registered owners of one or more shares being counted as one shareholder.

2. Any invitation to the public to subscribe for securities of the Corporation is prohibited.

3. The Corporation has a lien on the shares of a shareholder or his legal representative for a debt of that shareholder to the Corporation, provided that such lien shall be released in respect of shares transferred by such shareholder (or his legal representative) as permitted pursuant to the terms of these Articles or any unanimous shareholders agreement in respect of the Corporation.

4. The directors may, between annual general meetings, appoint one or more additional directors of the Corporation to serve until the next annual meeting, but the number of additional directors shall not at any time exceed one-third of the number of directors who held office at the expiration of the last annual meeting of the Corporation.

Incorporate Alberta Corporation - Registration Statement

Alberta Registratin Date: 2011.04.07

Corporate Access Number: 2015998178

Service Request Number: 16189235

Alberta Corporation Type: Named Alberta Corporation

Legal Entity Name: TDL LUXEMBOURG LTD.

French Equivalent Name:

Nuans Number: 102332429

Nuans Date: 2011/04/07

French Nuans Number:

French Nuans Date:

REGISTERED ADDRESS

Street: 3500, 855 - 2 STREET SW

Legal Description:

City: CALGARY

Province: ALBERTA

Postal Code: T2P 4J8

RECORDS ADDRESS

Street: 3500, 855 - 2 STREET SW

Legal Description:

City: CALGARY

Province: ALBERTA

Postal Code: T2P 4J8

ADDRESS FOR SERVICE

BY MAIL

Post Office Box:

City:

Province:

Postal Code:

Internet Mail ID:

Share Structure: THE ANNEXED SCHEDULE "A" IS INCORPORATED INTO AND FORMS PART OF THIS FORM.

Share Transfers Restrictions: THE ANNEXED SCHEDULE "B" IS INCORPORATED INTO AND FORMS PART OF THIS FORM.

Number of Directors:
 Min Number Of Directors: 1
 Max Number Of Directors: 7
 Business Restricted To: NONE.
 Business Restricted From: NONE.
 Other Provisions: THE ANNEXED SCHEDULE "C" IS INCORPORATED INTO AND FORMS PART OF THIS FORM.
 Professional Endorsement
 Provided:
 Future Dating Required:
 Registration Date: 2011/04/07
 Director
 Last Name: WHITMARSH
 First Name: LYLE
 Middle Name: C.
 Street/Box Number: 2500,700 - 9 AVENUE SW
 City: CALGARY
 Province: ALBERTA
 Postal Code: T2P 3V4
 Country:
 Resident Canadian: Y
 Last Name: CONWAY
 First Name: BRENT
 Middle Name: J.
 Street/Box Number: 2500,700 - 9 AVENUE SW
 City: CALGARY
 Province: ALBERTA
 Postal Code: T2P 3V4
 Country:
 Resident Canadian: Y
 Attachment

Attachment Type	Microfilm Bar Code	Date Recorded
Other Rules or Provisions	ELECTRONIC	2011/04/07
Share Structure	ELECTRONIC	2011/04/07
Restrictions on Share Transfers	ELECTRONIC	2011/04/07

 Registration Authorized By: SCOTT W.N. CLARKE INCORPORATOR

Schedule "A"

The Corporation is authorized to issue an unlimited number of Common Shares and an unlimited number of Preferred Shares. The rights, privileges and restrictions of the Common and Preferred Shares are as follows:

1. The rights of the holders of the Common Shares are equal in all respects and include the following rights:

- a) to vote at all meetings of shareholders of the Corporation, except meetings at which only holders of a specified class of shares are entitled to vote;
- b) subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class or series of shares of the Corporation, to receive any dividend declared by the Corporation on the Common Shares; and
- c) subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class or series of shares of the Corporation, to receive the remaining property of the Corporation upon dissolution.

2. a) The Preferred Shares may be issued from time to time in one or more series with such rights, restrictions, privileges, conditions and designations attached thereto as shall be fixed from time to time before issuance by any resolution or resolutions providing for the issue of the shares of any series which may be passed by the board of directors of the Corporation and confirmed and declared by articles of amendment. Reference to one class or series of shares ranking on a parity with another class or series of shares shall mean ranking on a parity with respect to payment of dividends and distribution of assets in the event of liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation whether voluntary or involuntary to the extent of their respective rights in that connection.

b) The Preferred Shares of each series shall rank on a parity with the Preferred Shares of every other series, provided, however, that when in the case of any of such shares any cumulative dividends or amounts payable on a return of capital are not paid in full in accordance with their respective terms, the Preferred Shares of all series shall participate ratably in respect of such dividends (including all unpaid accumulated dividends which for such purpose shall be calculated as if the same were accruing up to the date of payment) in accordance with the sums which would be payable on said shares if all such dividends were declared and paid in full in accordance with their respective terms, and on any return of capital in accordance with the sums which would be payable on such return of capital if all sums so payable were paid in full in accordance with their respective terms, and provided further that in the event of there being insufficient assets to satisfy in full all such claims as aforesaid, the claims of the holders of the said shares with respect to return of capital shall first be paid and satisfied and any assets remaining thereafter shall be applied towards the payment and satisfaction of claims in respect of dividends as aforesaid.

c) The Preferred Shares shall be entitled to preference over the Common Shares of the Corporation and any other shares of the Corporation ranking junior to the said Preferred Shares with respect to payment of dividends and distribution of assets in the event of liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation, whether voluntary or involuntary, to the extent fixed in the case of each respective series, and may also be given such other preferences over the Common Shares of the Corporation and any other shares of the Corporation ranking junior to the said Preferred Shares as may be fixed in the case of each such series.

Schedule "B"

The right to transfer shares of the Corporation is restricted in that no shareholder shall be entitled to transfer any share or shares in the capital of the Corporation unless the transfer has been approved by the directors of the Corporation, such approval to be signified by a resolution of the Board of Directors of the Corporation.

Schedule "C"

1. The number of shareholders of the Corporation, exclusive of persons who are in its employment and are shareholders of the Corporation and exclusive of persons who, having been formerly in the employment of the Corporation, were, while in that employment, shareholders of the Corporation, and have continued to be shareholders of the Corporation after termination of that employment, is limited to not more than fifty persons, two or more persons who are the joint registered owners of one or more shares being counted as one shareholder.

2. Any invitation to the public to subscribe for securities of the Corporation is prohibited.

3. The Corporation has a lien on the shares of a shareholder or his legal representative for a debt of that shareholder to the Corporation, provided that such lien shall be released in respect of shares transferred by such shareholder (or his legal representative) as permitted pursuant to the terms of these Articles or any unanimous shareholders agreement in respect of the Corporation.

4. The directors may, between annual general meetings, appoint one or more additional directors of the Corporation to serve until the next annual meeting, but the number of additional directors shall not at any time exceed one-third of the number of directors who held office at the expiration of the last annual meeting of the Corporation.

Certified a true copy this 13 day of April 2011.

Katherine Jamiesen
A notary public
in and for the province of Alberta
Student-at-Law

Référence de publication: 2011059551/708.

(110066296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Compagnie Luxembourgeoise de Pension, Association d'Epargne-Pension.

Siège social: L-2954 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg I 12.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Service Investment Funds
Signatures

Référence de publication: 2011074554/12.

(110081244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

Carlson Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 34.518.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Carlson Fund Management Company SA

Caceis Bank Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2011074555/12.

(110081254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

CLS Summit Alternative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CLS Summit Alternative Fund

Caceis Bank Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2011074556/12.

(110081261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

Russian Technologies S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 67.282.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011074762/10.

(110082332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Russian Technologies S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 67.282.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011074763/10.

(110082333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Wilton Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2 - 8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 106.098.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2011074789/13.

(110082138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

3i Cares Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 114.733.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 29 octobre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 novembre 2010.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011074508/14.

(110081375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

Russian Technologies S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 67.282.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011074764/10.

(110082337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Transferon License & Finance S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 60.905.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011074783/10.

(110082376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Warelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 103.740.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011074788/10.

(110082282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Anegada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 89.821.

In the year two thousand and ten, on the ninth day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of ANEGADA S.A., a Luxembourg public company limited by shares (société anonyme), having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (hereafter referred to as the “Company”), registered with the Luxembourg Trade Register (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 089.821, incorporated by deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange (Grand-Duchy of Luxembourg), on 9 October 2002, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 1763 of 11 December 2002.

The articles of association were never been amended since the incorporation of the Company.

The meeting was opened by Me. Elodie Duchêne, Avocat à la Cour, residing professionally in L-2016 Luxembourg, Route d’Arlon, 291, being in the chair,

who appointed as secretary Me. Petra Mala, Avocat, residing professionally in L-2016 Luxembourg, Route d’Arlon, 291 .

The meeting elected as scrutineer Mr. François-Xavier Goossens, Lawyer, residing professionally in L-2016 Luxembourg, Route d’Arlon, 291.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the general meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the interim financial statements (balance sheet and profit and loss accounts) of the Company as of 29 November 2010;

2. Approval of the resignation of the following persons and or entity as directors of the Company with immediate effect:

- Mr. Onno Bouwmeister;
- Mr. Gilles Jacquet; and
- Lux Business Management S.à r.l.

3. Approval of the resignation of “Co-Ventures S.A.” as statutory auditor of the Company with immediate effect;

4. Granting of discharge to the resigning directors for the exercise of their mandate as director;

5. Granting of discharge to Co-Ventures S.A. for the exercise of its mandate as statutory auditor;

6. Approval of the appointment of Mr. Luis German Campos Orozco, having his professional address at Nelson #127-“D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, as sole director of the Company, for a period of two years;

7. Approval of the appointment of Mr. Jose Luis Gonzales Montoya, having his professional address at Nelson #127-“D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico for a period of two years as new statutory auditor of the Company;

8. Approval of the transfer of the registered office and central administration from 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) to Nelson #127-“D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, and adoption of the Mexican nationality;

9. Amendment and restatement of the articles of association of the Company in compliance with Mexican law;

10. Powers to be granted to any employee, acting severally and not jointly, with all power of substitution, of Orangefield Trust (Luxembourg) S.A., to handle the de registration of the Company from the Luxembourg trade and companies register and from the Luxembourg tax authorities;

11. Powers to be granted to Mr. Luis German Campos Orozco in order to handle all administrative formalities relating to the registration of the Company in Mexico;

12. Miscellaneous.

II. The sole shareholder is represented by way of a power of attorney given under private seal in Mexico on 06 December 2010;

The proxy holder of the represented sole shareholder and the number of its shares, representing 100% of the shares issued by the Company, is shown on an attendance list;

This attendance list, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder of the represented sole shareholder, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The proxy of the represented sole shareholder, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder and the notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

III. As provided by Article 13 of the Company’s articles of association, the represented sole shareholder waives the convening formalities required by the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915;

IV. As appears from the said attendance list, out of the three hundred and ten (310) shares in issue three hundred and ten (310) shares are represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to approve the interim balance sheet as well as the interim profit and loss accounts as of 25 November 2010 (hereafter collectively referred to as the “Interim Financial Statements”).

A copy of the Interim Financial Statements will remain attached to the present minutes for the purpose of registration.

Second resolution

The general meeting of the sole shareholder ACKNOWLEDGES the resignation with immediate effect of the following persons from their respective mandate of director of the Company:

- Mr. Onno Bouwmeister, having his professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg);

- Mr. Gilles Jacquet, having his professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), and;

- The Luxembourg private limited liability company (société privée à responsabilité limitée) Lux Business Management S.à r.l., having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) registered with the Luxembourg trade and companies register under number B.79709, duly represented by Mr. Michel van Krimpen and Mr. Peter van Opstal, both having their professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Third resolution

The general meeting of the sole shareholder ACKNOWLEDGES the resignation of Co-Ventures S.A., a Luxembourg public company limited by shares (société anonyme) duly incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 48.838 (hereafter referred to as “Co-Ventures S.A.”) represented by Mr. Gilles Jacquet having his professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), from its mandate of statutory auditor of the Company.

Fourth resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to give discharge to the directors for the execution of their mandate from 01 January 2010 until the present extraordinary general meeting of the sole shareholder.

Fifth resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to give discharge to Co-Ventures S.A. in its capacity of statutory auditor for the exercise of its mandate from 1 January 2010 until the present extraordinary sole shareholder meeting.

Sixth resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to appoint Mr. Luis German Campos Orozco having his professional address at Nelson #127-“D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, as sole director of the Company, for a period of two years.

Seventh resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to appoint Mr. Jose Luis Gonzalez Montoya, having his professional address at Nelson #127-“D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, as new statutory auditor of the Company, for a period of two years.

Eight resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES:

- to transfer the statutory registered office and the central administration of the Company from 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) to Nelson #127-“D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico and;

- that, as a consequence, the Company adopt the Mexican nationality without however that such transfer of (i) the registered office and (ii) of the central administration, as well as (iii) the nationality's change will imply from a legal and tax point of view the incorporation of a new legal entity.

The general meeting of the sole shareholder further RESOLVES that (i) the transfer of the registered office, (ii) the transfer of the central administration and (iii) the change of nationality are subject to the suspensive condition of the Company's registration with the Trade and Companies Register of Mexico.

Ninth resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to amend and restate the articles of association of the Company as follows to comply with Mexican law:

Art. 1^{er}. Form, Name. The Company has the form of public company limited by shares (société anonyme - sociedad anonima).

The Company validly exist under the name of ANEGADA S.A.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Object. The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The Company may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established at Nelson #127 – “D”, Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexican Republic.

4.2. Branches, agencies, offices elsewhere in the Republic of Mexico or abroad may be established, without this being understood as a change of the registered office.

Art. 5. Capital – Shares and Share certificates. The subscribed capital of the Company is set at five hundred fifteen seventy eight mexican pesos (515.078 MXN) divided into five hundred fifteen seventy eight (515.078) shares which shall be bearer or in registered form at the shareholder's choice, all with a par value of one pesos (1.00 MXN) fully subscribed and fully paid.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Transfer of registered shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Transfer may also be effected by delivering the certificate representing the share to the Company, duly endorsed to the transferee.

Art. 6. Increase - Decrease of the capital. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders.

Art. 7. Meetings of shareholders - General.

7.1. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The general meeting of shareholders shall have the widest powers to adopt or ratify any action relating to the Company. In particular, the general meetings of shareholders shall have competence in all matters where the board of directors, in its sole discretion, desires the formal approval of the general meeting of shareholders.

7.2. Each ordinary share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or telegram or telex.

7.3. Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders.

8.1 The annual general meeting of shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting on the first Thursday of the month May, at 11.00 a.m.

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

8.3 Other meetings of shareholders, ordinary and extraordinary, may be held at such place and time as may be specified in the respective notice of meetings. They may be held at the registered office or in any other place.

Art. 9. Board of directors.

9.1. The Company shall be managed by a sole director or by a board of directors composed of at least three members who need not to be shareholders of the Company.

9.2. The directors shall be appointed at the annual general shareholders' meeting and shall hold office until their successors are elected.

9.3. A director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

Art. 10. Procedures of meeting of the board.

10.1. The persons designated by the shareholders' meeting shall occupy the offices of Chairman and Secretary on the board of directors, in their absence, substitutes shall attend if they are expressly designated.

10.2. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

10.3. The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at the meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Art. 11. Minutes of meetings of the board.

11.1. The resolutions of the board of directors shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman (or in his absence by the chairman pro tempore who presided at such meeting) and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book of the Company.

11.2. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by the sole director or by two directors.

Art. 12. Powers of the board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

Art. 13. Binding signature. The Company will be bound by the sole signature of the sole director of the Company.

In case of plurality of directors, the Company will be bound by the joint signature of two directors of the Company.

Art. 14. Statutory auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors as foreseen by law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors. The statutory auditors shall be appointed by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

Art. 15. Appropriation of profits. The result on financial statements prior to Income Tax payment and employee profit sharing shall apply as follows:

- five percent 5% shall be set aside to integrate the legal reserve fund, until this fund amounts to 20% twenty percent of the subscribed share capital;
- amounts agreed by the shareholders' meeting shall be set aside for the creation of one or several special reserve funds;
- the sum agreed by the shareholders' meeting shall be distributed as divided between the shareholders.

No dividend will be distributed until after the financial statements effectively show profits.

Art. 16. Dissolution and Liquidation.

16.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders.

16.2 Upon dissolution the Company will be liquidated and one or more liquidators shall be appointed.

16.3 During the company's liquidation period, liquidators shall have the same authority and obligations upon the board of directors of the sole director, and the statutory auditor shall act with the authority and obligations established under the Company's regular operations.

Art. 17. Amendment of articles. These articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January and shall terminate on the last day of December of each year.

Tenth resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to grant all power to any employee, acting severally and not jointly, with all power of substitution, of Orangefield Trust (Luxembourg) S.A., a public company limited by shares (société anonyme), duly incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 028.967, to handle the deregistration of the Company with the Luxembourg trade and companies register and from the Luxembourg tax authorities.

Eleventh resolution

The general meeting of the sole shareholder RESOLVES to grant all powers to Mr. Luis German Campos Orozco, having his professional address at Nelson #127-"D", Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, acting severally

and not jointly, with all power of substitution, to handle all administrative formalities relating to the registration of the Company in Mexico.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party, is known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

En l'an deux mille dix, le neuvième jour du mois de Décembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenu l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de ANEGADA S.A., une société anonyme de droit de Luxembourg, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (ci-après mentionné sous la «Société»), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourgeois sous le numéro B 089.821, constituée suivant acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg), du 9 Octobre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1763 du 11 Décembre 2002.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

L'assemblée est ouverte sous le Présidence de Me. Elodie Duchêne, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, Route d'Arlon, 291.

qui désigne comme secrétaire Me. Petra Mala, Avocat, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, Route d'Arlon, 291.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mr. François-Xavier Goossens, Juriste, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, Route d'Arlon, 291.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I. L'agenda de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Approbation des états financiers intérimaires (bilan et comptes de profits et pertes) de la Société au 29 Novembre 2010;

2. Approbation de la démission des personnes et ou personnes morales en qualité d'administrateurs de la société avec effet immédiat:

- Mr. Onno Bouwmeister;
- Mr. Gilles Jacquet; et
- Lux Business Management S.à r.l.

3. Approbation de la démission de "Co-Ventures S.A." en qualité de commissaires aux comptes avec effet immédiat;

4. Décharge aux administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leurs mandats en qualité d'administrateurs;

5. Décharge à Co-Ventures S.A. pour l'exercice de son mandat en qualité de commissaires aux comptes;

6. Approbation de la nomination de Mr. Luis German Campos Orozco, ayant son adresse professionnelle à Nelson#127-"D", Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, en qualité d'administrateur unique de la Société, pour une période de deux années;

7. Approbation de Mr. Jose Luis Gonzales Montoya, ayant son adresse professionnelle à Nelson #127-"D", Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, pour une période de deux années en qualité de nouveau commissaire aux comptes de la Société;

8. Approbation du transfert du siège social et de l'administration centrale du 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) à Nelson #127-"D", Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, et adoption de la nationalité Mexicaine;

9. Modification et refonte des statuts de la Société en application de la loi Mexicaine;

10. Pouvoirs à conférer à tout employé, agissant individuellement et non conjointement, avec tous pouvoirs de substitution, de Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. pour procéder à la radiation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et auprès des administrations fiscales luxembourgeoises;

11. Pouvoirs à conférer à Mr. Luis German Campos Orozco pour procéder à toutes formalités administratives relatives à l'immatriculation de la Société au Mexique;

12. Divers.

II. L'actionnaire unique est représenté par voie d'une procuration sous seing privée donnée à Mexico, le 06 Décembre 2010;

Le mandataire de l'actionnaire unique représenté et le nombre de ses titres, représentant 100% des actions émises par la Société, est reprises en une liste de présence;

Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de l'actionnaire unique, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

III. Ainsi que prescrit par l'article 13 des statuts de la Société, le mandataire de l'actionnaire unique renonce aux formalités de convocation requises par la loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales datée du 10 Août 1915;

IV. Ainsi qu'il ressort de ladite liste de présence, sur les trois cent dix (310) actions émises trois cent dix (310) actions sont représentées à la présente assemblée générale, ainsi l'assemblée générale peut valablement délibérer sur tous les points de l'agenda.

Après que les éléments ci-dessus aient été approuvés par l'assemblée, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE d'approuver la situation comptable intérimaire ainsi que le compte de profits et pertes, tous deux datés au 25 Novembre 2010 (ci-après collectivement repris sous les «Etats Financiers Intérimaires»);

Une copie des Etats Financiers Intérimaires restera annexée au présent procès-verbal aux fins d'enregistrement.

Deuxième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique PREND ACTE de la démission avec effet immédiat des personnes suivantes de leurs mandats respectifs d'administrateurs de la Société:

- Mr. Onno Bouwmeister, ayant son adresse professionnelle à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

- Mr. Gilles Jacquet, ayant son adresse professionnelle à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), et;

- La société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.79709, valablement représentée par Mr. Michel van Krimpen et Mr. Peter van Opstal, chacun ayant son adresse professionnelle à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Troisième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique PREND ACTE de la démission de Co-Ventures S.A., une société anonyme de droit Luxembourgeois valablement constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.838 (ci-après repris sous «Co-Ventures S.A.») représenté par Mr. Gilles Jacquet ayant son adresse professionnelle à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg de son mandat de commissaire aux comptes de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de donner décharge aux administrateurs pour l'exécution de leurs mandats du 01 Janvier 2010 jusqu'à la présente assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique.

Cinquième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de donner décharge à Co-Ventures S.A. en sa qualité de commissaire aux comptes pour l'exercice de son mandat du 01 janvier 2010 jusqu'à la présente assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique.

Sixième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de nommer Mr. Luis German Campos Orozco ayant son adresse professionnelle à Nelson #127-«D», Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, en qualité d'administrateur unique de la Société, pour une période de deux années.

Septième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de nommer Mr. Jose Luis Gonzalez Montoya, ayant son adresse professionnelle à Nelson #127-«D», Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico en qualité de nouveau commissaire aux comptes de la Société, pour une période de deux années.

Huitième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE:

- de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société de 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) à Nelson #127-«D», Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico, et;

- qu'en conséquence, la Société adopte la nationalité Mexicaine.

sans que ledit transfert de (i) de siège social et (ii) d'administration central, ainsi que (iii) le changement de nationalité n'implique d'un point de vue légal et fiscal une constitution de nouvelle société.

De plus, l'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE que (i) le transfert du siège social, (ii) le transfert de l'administration centrale et le (iii) le changement de nationalité sont soumis à la condition suspensive de l'enregistrement de la Société auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Mexicain.

Neuvième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de modifier et de refondre les statuts de la Société en application de la loi Mexicaine comme suit:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination sociale. La Société a la forme d'une société anonyme (sociedad anonima).

La Société existe valablement sous la dénomination sociale ANEGADA S.A.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Objet social. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobilières ou mobilières, que la Société considèrera comme utile à l'accomplissement de son objet.

La Société a en outre pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi à Nelson #127-«D», Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, République Mexicaine.

4.2. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis en République Mexicaine ou à l'étranger, sans que cela puisse être considéré comme un changement de siège social.

Art. 5. Capital – Actions et Certificats d'actions. Le capital souscrit de la Société est fixé à cinq cent quinze mille soixante-dix-huit pesos mexicain (515.078 MXN) divisé en cinq cent quinze mille soixante-dix-huit (515.078) actions nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, toutes ayant une valeur nominale de un pesos mexicain (1.00 MXN) entièrement souscrites et intégralement libérées.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

La cession d'actions nominatives devra être effectuée par une déclaration de cession inscrite au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par toutes personnes dûment mandatées à cet effet. Une cession pourra aussi être effectuée par le dépôt à la Société du certificat d'actions, dûment endossé en faveur du cessionnaire.

Art. 6. Augmentation – Réduction du capital social. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision des actionnaires.

Art. 7. Assemblées des actionnaires - Général.

7.1. Chaque assemblée des actionnaires de la Société, régulièrement constituée, représente l'intégralité des actionnaires de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, souhaite une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires.

7.2. Chaque action ordinaire donne droit à une voix. Un actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire, par écrit, par fax, par télégramme ou par télex.

7.3. Sauf dispositions contraires de la loi, les dispositions prises par l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Art. 8. Assemblée générale annuelle.

8.1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit stipulé dans la convocation, le premier jeudi du mois de mai à 11h00.

8.2. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

8.3. D'autres assemblées des actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, pourront être tenues en lieu et place tels que spécifié dans les convocations des assemblées respectives. Elles peuvent être tenues au siège social ou à tout autre lieu.

Art. 9. Conseil d'administration.

9.1. La Société sera administrée par un administrateur unique ou par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaire de la Société.

9.2. Les administrateurs seront désignés lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

9.3. Un administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les actionnaires.

Art. 10. Modalités de réunion du conseil d'administration.

10.1. Les personnes désignées par l'assemblée des actionnaires occuperont les fonctions de Président et de Secrétaire du conseil d'administration, en leurs absences, des remplaçants assisteront s'ils sont expressément désignés.

10.2. Le Président préside toutes les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration pourront nommer un autre président pro tempore par vote à la majorité des présents à ces assemblées.

10.3. Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement, seulement si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 11. Procès verbaux des conseils d'administration.

11.1. Les résolutions du conseil d'administration seront constatées par procès-verbaux, qui sont signé par le président (ou en son absence par le président pro tempore qui a présidé cette réunion) et par le secrétaire, ou par un notaire, et seront déposés dans les livres de la Société.

11.2. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, par le secrétaire ou par l'administrateur unique ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Signature. La Société est engagée par la signature de l'administrateur unique de la Société.

En cas de pluralité d'administrateurs, la Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société.

Art. 14. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, tel que prévu par la loi et qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires.

Art. 15. Affectations des bénéfices. Le résultat montré par les états financiers avant paiement de l'impôt sur le revenu et participation bénéficiaire des employés s'appliquera comme suit:

- cinq pour cents (5%) sera attribué à un fond de réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne vingt pour cents (20%) du capital souscrit;
- des montants décidés par l'assemblée générale des actionnaires seront alloués à la création de un ou plusieurs fonds de réserves;
- la somme décidée par l'assemblée des actionnaires sera distribuée et divisée entre les actionnaires.

Aucun dividende ne sera distribué jusqu'à ce que les états financiers ne laissent apparaître un bénéfice.

Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1. La Société pourra être dissoute à tous moment en vertu d'une décision de l'actionnaire unique ou des actionnaires.

16.2. Une fois dissoute la Société sera liquidée et un ou plusieurs liquidateurs seront nommés.

16.3. Pendant la période de liquidation, les liquidateurs auront la même autorité et les mêmes obligations que le conseil d'administration ou l'administrateur unique, et le commissaire aux comptes agira en vertu des pouvoirs et obligations établi pour les opérations régulières de la Société.

Art. 17. Modification des statuts. Les statuts pourront être modifiés successivement par l'assemblée des actionnaires.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de Janvier et se termine le dernier jour du mois de Décembre de chaque année.

Dixième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de conférer tous pouvoirs à tout employés, agissant individuellement et non conjointement, avec tous pouvoirs de substitution, de Orangefield Trust (Luxembourg) S.A., une société anonyme, valablement constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 028.967, pour procéder à la radiation de la Société auprès du Registre du Commerce et des Sociétés et des administrations fiscales luxembourgeoises.

Onzième résolution

L'assemblée générale de l'actionnaire unique DECIDE de conférer tous pouvoirs à Mr. Luis German Campos Orozco, ayant son adresse professionnelle à Nelson #127-«D», Colonia Vallarta Norte, Guadalajara, Jalisco, Mexico agissant individuellement et non conjointement, avec tous pouvoirs de substitution, pour procéder à toutes les démarches administratives relatives à l'enregistrement de la Société au Mexique.

Coûts

Le frais, dépenses, rémunération et charge sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société ou mise à sa charge en raison des présentes sont évalués approximativement à mille quatre cents Euro (EUR 1.400.-).

Le notaire soussigné, qui connaît l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française; et en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra et liera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le procès-verbal ayant été lu à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, statuts civil et résidence, ladite partie comparante a signé ensemble avec nous, notaire, le présent procès-verbal authentique.

Signé: E. DUCHÊNE, P. MELA, F.-X. GOOSSENS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55570. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 janvier 2011.

Référence de publication: 2011059567/472.

(110067130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

SFP, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.891.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.

Pour le Conseil d'Administration

Marie-Cécile MAHY-DUBOURG

Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011074793/13.

(110083170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

A Klosen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6170 Godbrange, 4, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 146.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011074796/10.

(110083755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Advanced Capital Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 155.300.

EXTRAIT

Il est à noter que Monsieur Docteur Florian Treu, demeurant 35, Burgweg, CH-4058 Bâle, Suisse, a démissionné en tant que gérant de la Société le 11 mai 2011 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Advanced Capital Holdings (Luxembourg) S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2011074797/15.

(110083088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Albert M. Baer Beauty Consulting & Coaching S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 33, Op der Heckmill.

R.C.S. Luxembourg B 134.169.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011074803/10.

(110083511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

AltaLux Spain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 118.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour AltaLux Spain S.à r.l.**Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2011074805/11.

(110083009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Alvogen ServiceCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 135.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2011074807/10.

(110083721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Alvogen ServiceCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 135.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2011074808/10.

(110083722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Amorim Investments V S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 135.698.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2011 et lors de la réunion du conseil d'administration du 25 mai 2011

1. M. Pietro LONGO a démissionné de ses mandats d'administrateur de catégorie B et d'administrateur-délégué.
2. Mme Virginie DOHOGNE, administrateur de sociétés, née à Verviers (Belgique), le 14 juin 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
3. Mme Virginie DOHOGNE, pré-nommée, a été nommée comme administrateur-délégué avec pouvoir de gestion journalière sous sa seule signature jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

Luxembourg, le 26 mai 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AMORIM INVESTMENTS V S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011074809/19.

(110083147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Annadale Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 125.569.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 30 mai 2011. Signature.

Référence de publication: 2011074810/10.

(110083135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Antonio Pulcini Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 146.425.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2011.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011074811/11.

(110083112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Antonio Pulcini Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 146.425.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2011.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011074812/11.

(110083113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Architecture & Urbanisme 21, Worré & Schiltz, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 98.140.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011074813/10.

(110083284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Argos Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 146.030.

Le Rapport Annuel Révisé au 31 Décembre 2010 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.

Fabienne WALTZING / Claire-Ingrid BERGE

Mandataire Principal / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011074814/13.

(110083277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Arkai Domiciliation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 150.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011074815/14.

(110083674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Associés du Progrès IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.088.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 27 mai 2011 que M. Frédéric Gardeur, né le 11 juillet 1972 à Messancy (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-1030 Luxembourg, a

été nommé gérant B de la Société, avec effet au 24 mai 2011, pour une durée indéterminée, en remplacement du gérant B démissionnaire, M. Luca Gallinelli.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.

Pour Associés du Progrès IV S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011074816/15.

(110083465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Duferco Logistic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 132.710.

L'an deux mille onze, le vingt-deux avril.

Pardevant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DUFERCO LOGISTIC S.A., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg section B numéro 132.710, constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 03 octobre 2007, publié au Mémorial C numéro 2653 du 20 novembre 2007 et dont les statuts ont été modifiés par acte tenue par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 07 mai 2008 et publié au Mémorial C numéro 1431 du 10 juin 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sara LECOMTE, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Rachel UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Adoption d'une version anglaise de l'acte, laquelle sera prépondérante.
- 2.- Annulation des articles 6, 7, 8, 9 et 10 des statuts de la société.
- 3.- Intégration de nouveaux articles 6, 7, 8 et 9 ayant la teneur suivante:

Art. 6. Nomination des administrateurs. «La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs.

Si la société est détenue par un seul actionnaire, la gestion pourra être effectuée par un seul administrateur qui aura les pouvoirs du conseil d'administration.

Aucun administrateur n'a à être actionnaire de la Société. Les administrateurs sont nommés pour une période renouvelable ne pouvant excéder six ans par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société. L'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, désigne de la même manière au sein des administrateurs, un Président ainsi qu'un ou plusieurs Vice-Président.

La rémunération, le cas échéant, des administrateurs sera déterminée par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société. Cependant, en cas de vacance de mandat d'un administrateur, les administrateurs restants peuvent coopter un autre administrateur pour pourvoir au mandat vacant jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

Un administrateur peut être révoqué, avec ou sans justes motifs, à tout moment par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société.»

Art. 7. Pouvoirs des administrateurs. «Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément

réservés par la Loi ou les Statuts à l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, à l'assemblée générale des actionnaires, seront de la compétence du conseil d'administration.

La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs au moins, dont celle incontournable de Président et ou du Vice-président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer pour une période déterminée son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière peuvent être délégués à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou agents qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société.»

Art. 8. Conseil d'administration. Lors de chaque réunion du conseil d'administration, le conseil d'administration élit parmi ses membres un président de séance qui présidera la réunion. Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de l'un quelconque des administrateurs.

La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, sera donnée à l'ensemble des administrateurs au moins 24 heures à l'avance, sauf quand il y est renoncé par chacun des administrateurs, ou lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur peut représenter plus d'un administrateur.

Les résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés, transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Les décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des administrateurs participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment, la réunion est censée se tenir à l'endroit où est situé le président de la séance. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique. Une réunion du conseil d'administration est dûment tenue quelque en soit l'objet si, au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés au moins deux administrateurs.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par une résolution approuvée lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment réunie par vote d'au moins la moitié des administrateurs présents et représentés.

Le président de séance ne dispose pas d'un vote prépondérant.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des minutes signées par le président de séance ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président de séance ou par deux administrateurs.»

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur n'assume de responsabilité personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société et conformément aux Statuts; en tant que représentant de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.»

4) Renumerotation des articles 11 à 17 en 10 à 16.

5) Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Sur ce, l'assemblée aborde l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'adopter une version anglaise à l'acte, laquelle sera prépondérante.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'annuler les articles 6, 7, 8, 9 et 10 des statuts de la société.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'intégrer de nouveaux articles 6, 7, 8 et 9 et de leur donner la teneur suivante:

Art. 6. Nomination des administrateurs. «La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs.

Si la société est détenue par un seul actionnaire, la gestion pourra être effectuée par un seul administrateur qui aura les pouvoirs du conseil d'administration.

Aucun administrateur n'a à être actionnaire de la Société. Les administrateurs sont nommés pour une période renouvelable ne pouvant excéder six ans par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société. L'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, désigne de la même manière au sein des administrateurs, un Président ainsi qu'un ou plusieurs Vice-Président.

La rémunération, le cas échéant, des administrateurs sera déterminée par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société.

Cependant, en cas de vacance de mandat d'un administrateur, les administrateurs restants peuvent coopter un autre administrateur pour pourvoir au mandat vacant jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

Un administrateur peut être révoqué, avec ou sans justes motifs, à tout moment par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société.»

Art. 7. Pouvoirs des administrateurs. «Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, à l'assemblée générale des actionnaires, seront de la compétence du conseil d'administration.

La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs au moins, dont celle incontournable de Président et ou du Vice-président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer pour une période déterminée son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière peuvent être délégués à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou agents qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société.»

Art. 8. Conseil d'administration. «Lors de chaque réunion du conseil d'administration, le conseil d'administration élit parmi ses membres un président de séance qui présidera la réunion.

Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de l'un quelconque des administrateurs.

La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, sera donnée à l'ensemble des administrateurs au moins 24 heures à l'avance, sauf quand il y est renoncé par chacun des administrateurs, ou lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur peut représenter plus d'un administrateur.

Les résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés, transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Les décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des administrateurs participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment, la réunion est censée se tenir à l'endroit où est situé le président de la séance. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil d'administration est dûment tenue quelque en soit l'objet si, au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés au moins deux administrateurs.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par une résolution approuvée lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment réunie par vote d'au moins la moitié des administrateurs présents et représentés.

Le président de séance ne dispose pas d'un vote prépondérant.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des minutes signées par le président de séance ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président de séance ou par deux administrateurs.»

Art. 9. Responsabilité des Administrateurs. «Aucun administrateur n'assume de responsabilité personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société et conformément aux Statuts; en tant que représentant de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de procéder à la renumérotation des articles 11 à 17 en 10 à 16.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, la version française de statuts aura la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de DUFERCO LOGISTIC S.A.

La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'actionnaire unique.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société ou par une décision de l'administrateur unique selon les cas.

Au cas où le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

La société peut ouvrir des succursales à l'intérieur et à l'extérieur du pays."

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000.-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, est autorisé à augmenter le capital social initial jusqu'au montant de un million trente et un mille euros (EUR 1.031.000.-). En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente réso-

lution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées, le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Art. 6. Nomination des administrateurs. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs.

Si la société est détenue par un seul actionnaire, la gestion pourra être effectuée par un seul administrateur qui aura les pouvoirs du conseil d'administration.

Aucun administrateur n'a à être actionnaire de la Société. Les administrateurs sont nommés pour une période renouvelable ne pouvant excéder six ans par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société. L'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, désigne de la même manière au sein des administrateurs, un Président ainsi qu'un ou plusieurs Vice-Président.

La rémunération, le cas échéant, des administrateurs sera déterminée par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société.

Cependant, en cas de vacance de mandat d'un administrateur, les administrateurs restants peuvent coopter un autre administrateur pour pourvoir au mandat vacant jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

Un administrateur peut être révoqué, avec ou sans justes motifs, à tout moment par résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires représentant plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société.»

Art. 7. Pouvoirs des administrateurs. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, à l'assemblée générale des actionnaires, seront de la compétence du conseil d'administration.

La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs au moins, dont celle incontournable de Président et ou du Vice-président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer pour une période déterminée son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière peuvent être délégués à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou agents qui n'ont pas à être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société.»

Art. 8. Conseil d'administration. Lors de chaque réunion du conseil d'administration, le conseil d'administration élit parmi ses membres un président de séance qui présidera la réunion.

Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de l'un quelconque des administrateurs. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, sera donnée à l'ensemble des administrateurs au moins 24 heures à l'avance, sauf quand il y est renoncé par chacun des administrateurs, ou lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre administrateur pour le représenter. Un administrateur peut représenter plus d'un administrateur.

Les résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés, transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Les décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des administrateurs participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment, la réunion est censée se tenir à l'endroit où est situé le président de la séance. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil d'administration est dûment tenue quelque en soit l'objet si, au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés au moins deux administrateurs.

Les décisions du conseil d'administration sont valablement prises par une résolution approuvée lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment réunie par vote d'au moins la moitié des administrateurs présents et représentés.

Le président de séance ne dispose pas d'un vote prépondérant.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des minutes signées par le président de séance ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président de séance ou par deux administrateurs.»

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur n'assume de responsabilité personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société et conformément aux Statuts; en tant que représentant de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.»

Art. 10. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 11. L'année sociale commence le premier octobre et se termine le trente septembre.

Art. 12. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 13. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 14. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le premier mardi du mois de mars à 12.00 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Suit la traduction anglaise

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second of April.

Before the undersigned Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There convened an extraordinary general meeting of the shareholders of the société anonyme (joint stock company) DUFERCO LOGISTIC S.A., with registered office in L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, Register R.C.S. Luxembourg section B no. 132.710, incorporated according to a deed drawn up on 03 October 2007 by Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, published in the official gazette Mémorial C number 2653 of 20 November 2007, and the articles of which were amended on 07 May 2008 through an act held before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, and published in the official gazette Mémorial C no. 1431 of 10 June 2008.

The meeting is opened under the chairmanship of Mrs. Sara LECOMTE, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The Chairwoman appoints to the task of secretary, and the meeting elects as teller Mrs Rachel UHL, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The shareholders present or represented in the present meeting, as well as the number of shares held by each of them, is entered on a presence sheet, which is signed by the shareholders present and by the proxies of those represented, and to which presence sheet, established and controlled by the members of the committee, the members of the meeting declare that they refer to.

The proxies issued by the shareholders represented in the present meeting, signed ne varietur by the parties appeared and the executive notary, shall remain appended to the present deed, with which they will be registered.

The Chairwoman sets out, and the meeting notes:

A) That the present extraordinary general meeting has the following agenda:

Agenda:

- 1.- Insertion of an english version that will be prevailing.
- 2.- Cancellation of articles 6, 7, 8, 9 and 10 of the articles of incorporation of the Company
- 3.- Integration of the new articles 6, 7, 8 and 9 with the following content:

Art. 6. Appointment of the directors. «The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors. If the Company is held by one shareholder only, the management may be carried out by one sole director, who shall have the powers of the board of directors.

A director does not have to be a shareholder of the Company. The directors shall be appointed for a renewable period, which may not exceed six years, by a resolution of the sole shareholder, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company. The sole shareholder, or in case of several shareholders, the general meeting of the shareholders, shall appoint in the same way a Chairman, as well as one or several Vice-Chairmen, from its midst.

The remuneration, if any, of the directors shall be determined by a resolution of the sole shareholders, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company.

In case of a vacancy in the position of a director, however, the remaining directors may co-opt another director to fill the vacant position until the holding of the next general meeting, according to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law»).

Any director may be removed from office, with or without any justified reason, at any time by a resolution of the sole shareholder, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company.»

Art. 7. Powers of the directors. «The board of directors shall have the broadest powers to carry out all acts necessary or useful for the accomplishment of the object of the Company. All powers not expressly reserved by the Law or by the articles of incorporation to the sole shareholder, or in case of several managers, to the general meeting of the shareholders, shall fall into the competence of the board of directors.

The Company shall be bound by the joint signature of at least two directors, of which the inescapable one of the Chairman and/or of the Vice-Chairman of the board of directors.

The board of directors may delegate for a determined period its power(s) for specific tasks to one or several representatives ad hoc, who do not need to be shareholders or directors of the Company. The board of directors shall determine the powers and remunerations (if any) of the representatives, the term of their mandate, as well as any other details or conditions of their mandate.

The daily management of the affairs of the Company, and the power to represent the Company within the framework of such daily management, may be delegated to one or several directors, executives, or representatives, who do not need to be shareholders or directors of the Company.»

Art. 8. Board of Directors. «At the time of each meeting of the board of directors, the latter shall elect a chairman, who shall chair the meeting.

The board of directors may also choose a secretary, who does not need to be a director or shareholder of the Company, and who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

The board of directors shall convene upon call of any one of the directors.

The convening notice, which shall detail the points on the agenda, the time and place of the meeting, shall be communicated to all the directors at least 24 hours before the meeting, except if each director waives it, or if all the directors are present or represented.

Each director may participate in the meetings of the board of directors by appointing in writing or by any other adequate means of communication another director to represent him. A director may represent more than one director.

The resolutions of the board of directors may be validly passed by circular means if they are signed and approved in writing by all the directors. Such approval may appear on one or several separate documents, passed on by facsimile, email, telegram or telex. The decisions shall be as effective and valid as decisions voted in a duly called meeting of the board of directors.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by telephone, videoconference, or any other appropriate means of communication, which are starting in the Grand Duchy of Luxembourg, and which allow all the directors participating in the meeting to hear each other at the same time; the meeting is supposed to be held at the place, where the chairman of the session is located. Such a participation shall be considered as equivalent to a personal appearance.

A meeting of the board of directors for any purpose is duly held if at the beginning of the meeting at least two directors are present personally or represented.

The decisions of the board of directors shall be validly taken by a resolution approved in a duly gathered meeting of the board of directors of the Company by the vote of at least half of the directors present and represented

The chairman of the meeting shall have no casting vote.

The deliberations of the board of directors shall be entered in minutes signed by the chairman of the session or by two directors. Copies or extracts of these minutes shall be signed by the chairman of the session or by two directors.»

Art. 9. Liability of the directors. «No director shall enter a personal responsibility concerning the commitments he will have regularly entered in the name of the Company within the framework of his position of a director of the Company, and in accordance with the articles of incorporation; as a representative of the Company, he shall be responsible only for the carrying out of his mandate.»

4) Renumbering of articles 11 to 17 into 10 to 16.

5) Divers.

B) That the present meeting, which brings together the total share capital, is regularly set up and may validly deliberate, such as it is set up, on the items on the agenda.

C) That, as the total share capital is represented, the usual convening notices could be waived, the shareholders present or represented recognising having been duly called, and declaring moreover having been informed in advance about the agenda. Whereupon the meeting addresses the agenda, and after deliberation, it has unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to add an english version that will prevail.

Second resolution

The meeting decides to cancel articles 6, 7, 8, 9 and 10 of the articles of incorporation of the Company.

Third resolution

The meeting decides to integrate new articles 6, 7, 8 and 9 and to give them the following content:

Art. 6. Appointment of the directors. «The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors.

If the Company is held by one shareholder only, the management may be carried out by one sole director, who shall have the powers of the board of directors.

A director does not have to be a shareholder of the Company. The directors shall be appointed for a renewable period, which may not exceed six years, by a resolution of the sole shareholder, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company. The sole shareholder, or in case of several shareholders, the general meeting of the shareholders, shall appoint in the same way a Chairman, as well as one or several ViceChairmen, from its midst.

The remuneration, if any, of the directors shall be determined by a resolution of the sole shareholders, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company.

In case of a vacancy in the position of a director, however, the remaining directors may co-opt another director to fill the vacant position until the holding of the next general meeting, according to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law»).

Any director may be removed from office, with or without any justified reason, at any time by a resolution of the sole shareholder, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company.»

Art. 7. Powers of the directors. «The board of directors shall have the broadest powers to carry out all acts necessary or useful for the accomplishment of the object of the Company. All powers not expressly reserved by the Law or by the articles of incorporation to the sole shareholder, or in case of several managers, to the general meeting of the shareholders, shall fall into the competence of the board of directors.

The Company shall be bound by the joint signature of at least two directors, of which the inescapable one of the Chairman and/or of the Vice-Chairman of the board of directors.

The board of directors may delegate for a determined period its power(s) for specific tasks to one or several representatives ad hoc, who do not need to be shareholders or directors of the Company. The board of directors shall determine the powers and remunerations (if any) of the representatives, the term of their mandate, as well as any other details or conditions of their mandate.

The daily management of the affairs of the Company, and the power to represent the Company within the framework of such daily management, may be delegated to one or several directors, executives, or representatives, who do not need to be shareholders or directors of the Company.»

Art. 8. Board of Directors. At the time of each meeting of the board of directors, the latter shall elect a chairman, who shall chair the meeting.

The board of directors may also choose a secretary, who does not need to be a director or shareholder of the Company, and who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

The board of directors shall convene upon call of any one of the directors.

The convening notice, which shall detail the points on the agenda, the time and place of the meeting, shall be communicated to all the directors at least 24 hours before the meeting, except if each director waives it, or if all the directors are present or represented.

Each director may participate in the meetings of the board of directors by appointing in writing or by any other adequate means of communication another director to represent him. A director may represent more than one director.

The resolutions of the board of directors may be validly passed by circular means if they are signed and approved in writing by all the directors. Such approval may appear on one or several separate documents, passed on by facsimile, email, telegram or telex. The decisions shall be as effective and valid as decisions voted in a duly called meeting of the board of directors.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by telephone, videoconference, or any other appropriate means of communication, which are starting in the Grand Duchy of Luxembourg, and which allow all the directors participating in the meeting to hear each other at the same time; the meeting is supposed to be held at the place, where the chairman of the session is located. Such a participation shall be considered as equivalent to a personal appearance.

A meeting of the board of directors for any purpose is duly held if at the beginning of the meeting at least two directors are present personally or represented.

The decisions of the board of directors shall be validly taken by a resolution approved in a duly gathered meeting of the board of directors of the Company by the vote of at least half of the directors present and represented

The chairman of the meeting shall have no casting vote.

The deliberations of the board of directors shall be entered in minutes signed by the chairman of the session or by two directors. Copies or extracts of these minutes shall be signed by the chairman of the session or by two directors.

Art. 9. Liability of the Directors. No director shall enter a personal responsibility concerning the commitments he will have regularly entered in the name of the Company within the framework of his position of a director of the Company, and in accordance with the articles of incorporation; as a representative of the Company, he shall be responsible only for the carrying out of his mandate.

Fourth resolution

The meeting decides to proceed to the renumbering of the articles 11 to 17 into 10 to 16. There being no further items on the agenda, the meeting is closed.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to read the english version of the statutes as follows:

Art. 1. There is hereby established a company in the form of a société anonyme, under the name of DUFERCO LOGISTIC S.A.

The Company may have one or several shareholders. As long as the Company has a sole shareholder, the Company can be managed by a sole director, who need not to be the sole shareholder of the Company.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder.

Art. 2. The Registered Office of the Company is in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors or of the sole director.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company. One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Corporation's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Corporation has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Corporation can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas as described above.

BRANCHES MAY BE ESTABLISHED EITHER IN THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG OR ABROAD.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand euros (EUR 31.000.-), divided into three hundred and ten (310) shares with a nominal value of EUR 100.-(one hundred euros) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, to the exception of those for which law requires the registered form.

The shares of the Company may at the option of the owner be created in the form of either unit securities or of certificates representing several shares.

The Board of Directors or the sole Managing Director, as the case may be, is authorised to increase the initial corporate capital up to an amount of one million thirty one thousand Euros (€ 1,031,000.-). It is as a consequence authorised to effect such capital increase, and specially to issue the possible new shares in one or more instalments and by batches, to determine the time and place of the aggregate issue or of possible partial issues, to determine the conditions governing their subscription and payment, to call as the case may be on new shareholders, and finally to set all further methods of execution deemed necessary or useful and although when not even specially provided for in the present resolution, to have recorded in the requisite form the subscription of such new shares, the payment and actual capital increases, and finally to have the Articles of Association duly modified to comply with the modifications resulting from the capital increase effected and duly recorded, the whole in accordance with the law of 10 August 1915, as subsequently amended, in particular under the condition that the above authorisation be renewed every five years.

The board of directors or the sole director is authorized to issue convertible bonds in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital.

The board of directors or the sole director shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

In respect with the above-mentioned conditions, the board of directors or the sole director of the Company, as the case may be, is authorized to increase the share capital, even by incorporation of available reserves.

The board of directors is authorized within the authorized capital, to limit and even to suppress the preferential right for subscription of the existing shareholders.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. Appointment of the directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors. If the Company is held by one shareholder only, the management may be carried out by one sole director, who shall have the powers of the board of directors.

A director does not have to be a shareholder of the Company. The directors shall be appointed for a renewable period, which may not exceed six years, by a resolution of the sole shareholder, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company. The sole shareholder, or in case of several shareholders, the general meeting of the shareholders, shall appoint in the same way a Chairman, as well as one or several Vice-Chairmen, from its midst.

The remuneration, if any, of the directors shall be determined by a resolution of the sole shareholders, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company.

In case of a vacancy in the position of a director, however, the remaining directors may co-opt another director to fill the vacant position until the holding of the next general meeting, according to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law»).

Any director may be removed from office, with or without any justified reason, at any time by a resolution of the sole shareholder, or in case of several shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders representing more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company.

Art. 7. Powers of the directors. The board of directors shall have the broadest powers to carry out all acts necessary or useful for the accomplishment of the object of the Company. All powers not expressly reserved by the Law or by the articles of incorporation to the sole shareholder, or in case of several managers, to the general meeting of the shareholders, shall fall into the competence of the board of directors.

The Company shall be bound by the joint signature of at least two directors, of which the inescapable one of the Chairman and/or of the Vice-Chairman of the board of directors.

The board of directors may delegate for a determined period its power(s) for specific tasks to one or several representatives ad hoc, who do not need to be shareholders or directors of the Company. The board of directors shall determine the powers and remunerations (if any) of the representatives, the term of their mandate, as well as any other details or conditions of their mandate.

The daily management of the affairs of the Company, and the power to represent the Company within the framework of such daily management, may be delegated to one or several directors, executives, or representatives, who do not need to be shareholders or directors of the Company.

Art. 8. Board of Directors. At the time of each meeting of the board of directors, the latter shall elect a chairman, who shall chair the meeting.

The board of directors may also choose a secretary, who does not need to be a director or shareholder of the Company, and who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

The board of directors shall convene upon call) of any one of the directors.

The convening notice, which shall detail the points on the agenda, the time and place of the meeting, shall be communicated to all the directors at least 24 hours before the meeting, except if each director waives it, or if all the directors are present or represented.

Each director may participate in the meetings of the board of directors by appointing in writing or by any other adequate means of communication another director to represent him. A director may represent more than one director.

The resolutions of the board of directors may be validly passed by circular means if they are signed and approved in writing by all the directors. Such approval may appear on one or several separate documents, passed on by facsimile, email, telegram or telex. The decisions shall be as effective and valid as decisions voted in a duly called meeting of the board of directors.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by telephone, videoconference, or any other appropriate means of communication, which are starting in the Grand Duchy of Luxembourg, and which allow all the directors participating in the meeting to hear each other at the same time; the meeting is supposed to be held at the place, where the chairman of the session is located. Such a participation shall be considered as equivalent to a personal appearance.

A meeting of the board of directors for any purpose is duly held if at the beginning of the meeting at least two directors are present personally or represented.

The decisions of the board of directors shall be validly taken by a resolution approved in a duly gathered meeting of the board of directors of the Company by the vote of at least half of the directors present and represented

The chairman of the meeting shall have no casting vote.

The deliberations of the board of directors shall be entered in minutes signed by the chairman of the session or by two directors. Copies or extracts of these minutes shall be signed by the chairman of the session or by two directors.

Art. 9. Liability of the directors. No director shall enter a personal responsibility concerning the commitments he will have regularly entered in the name of the Company within the framework of his position of a director of the Company, and in accordance with the articles of incorporation; as a representative of the Company, he shall be responsible only for the carrying out of his mandate.

Art. 10. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, for a period not exceeding six years, re-eligible, and who can be dismissed at any time.

Art. 11. The Company's business year begins on October first and end on September 30th.

Art. 12. Where the Company only has a single shareholder (the "sole partner"), said shareholder shall at the time of duly held General Meetings exercise the aggregate of powers vested in the General Meeting of shareholders pursuant to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as subsequently amended.

Convening notices to general meetings shall be given in accordance with legal provisions. They shall not be necessary whenever all shareholders are present or represented and declare having had foreknowledge of the agenda of the meeting.

The Board of Directors may decide that in order to be authorised to attend the General Meeting the holder of shares shall deposit the same five clear days prior to the date set for the meeting; any shareholder may vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder.

Each share entitles to one vote.

Art. 13. Any regularly constituted General Meeting of shareholders represents the aggregate of shareholders of the Company.

It has the most extensive powers to do and ratify all and any acts of interest to the Company.

Art. 14. The General Meeting shall decide on the allocation and distribution of the net corporate profits.

The Board of Directors or as the case may be the sole Director is authorised to pay out interim dividends in accordance with such provisions as at law.

Art. 15. The annual General Meeting is held on the first Tuesday of March at 12 p.m. at the Company's Registered Office, or at an other place to be specified in the convening notices.

If such day is a legal holiday the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: S. SABELLA, R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 27 avril 2011. Relation: LAC/2011/19112. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 02 mai 2011.

Référence de publication: 2011059623/635.

(110067326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

Armatures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4392 Pontpierre, rue de Schiffflange.

R.C.S. Luxembourg B 8.775.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 6 avril 2011 a décidé de renouveler pour un an comme réviseur d'entreprises la société DELOITTE SA pour l'exercice 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pontpierre, le 06/04/2011.

Pour extrait conforme

Signatures

UN ADMINISTRATEUR / UN ADMINISTRATEUR

Référence de publication: 2011074835/15.

(110083727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Associés du Progrès IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 138.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2011074817/10.

(110083466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Arada Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue des Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 139.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011074833/10.

(110082962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Armatures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4392 Pontpierre, rue de Schiffflange.
R.C.S. Luxembourg B 8.775.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011074836/9.

(110083736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

ART-D, Société Anonyme.

Siège social: L-9640 Boulaide, 2, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 84.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011074837/11.

(110083322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Astoben S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 123.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011074839/9.

(110082851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

ASW, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 15, rue d'Olingen.
R.C.S. Luxembourg B 47.934.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011074840/10.

(110083348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Aurelia Capital Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 145.522.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011074841/11.

(110083004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Tronox (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 89.807.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2011071076/11.

(110078297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Team Consult, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7340 Heisdorf, 24, rue de la Forêt Verte.

R.C.S. Luxembourg B 97.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011071077/10.

(110078305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Symfo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 146.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-Sur-Alzette, le 11 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011071071/10.

(110078299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

T. Rowe Price (Luxembourg) Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 33.422.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011071072/9.

(110078420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

T.H. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 46.892.

REPLACE BILAN DEPOSE LE 20.12.2010 N° L100194870.04

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011071073/11.

(110077732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Tanzanite S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 113.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Mai 2011.

Eric Lechat

Gérant

Référence de publication: 2011071074/12.

(110078300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Valartis German Residential Health Care, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 132.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Valartis German Residential Health Care

Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2011071086/15.

(110078522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

MFR Castel Romano Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.018.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement en date du 25 mai 2011

1. M. Geoffrey NIDD a démissionné de son mandat gérant de catégorie A.
2. M. John RALSTON, administrateur de sociétés, né à Kirkwall (Royaume-Uni), le 12 février 1964, demeurant à B-6780 Messancy (Belgique), 199, route d'Arlon, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une période illimitée.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MFR Castel Romano Land S.à r.l.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011075806/15.

(110084072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.